

DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2019
Perspectives 2020

N° 509
18 €

Économie de l'élevage



Les filières ovines à la croisée des tensions climatiques, sanitaires et géopolitiques

- LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE - Une collecte française en repli sur la campagne 2018-2019
- LA VIANDE OVINE EN FRANCE - La cotation de l'agneau français en recul, subissant indirectement les effets du Brexit
- LA VIANDE OVINE DANS L'UE ET DANS LE MONDE
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Les grandes tendances de 2018 se prolongent en 2019

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage : Benoît BARON, Vincent BELLET, Philippe CHOTTEAU, Cassandre MATRAS, Emmanuel MORIN.

CONTRIBUTEURS :

Ingénieurs Réseaux d'élevage : DE BOISSIEU Catherine, DELMOTTE Sabine, JOUSSEINS Carole, MAROIS Maxime, Marie MIQUEL, SAGET Gilles.

REMERCIEMENTS :

Cette publication est rédigée avec l'appui des interprofessions des brebis laitières, à travers le partage de données quantitatives et qualitatives. Nous remercions pour leur soutien l'Association interprofessionnelle du lait et produits laitiers de Brebis Pyrénées-Atlantiques, la Confédération Générale de Producteurs de Lait de Brebis et des Industriels de Roquefort et l'Interprofession Laitière Ovine et Caprine Corse.

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 6 :

Filière allaitante

Philippe ALLAIX (CA 42), Nathalie AUGAS (16), Mæva ANTHEME (CA 26), Jean-Louis BALME (CRAO), Maurane BEAUMONT (CRA Pays de la Loire), Jean-Louis BALME (CRAO), Marie-Line BARJOU (CA 87), Jean-Claude BAUP (CA 32), Mélanie BEAUMONT-VERNIERE et Gaïane SEYCHAL (CA 63), Aurélie BLACHON (CA31), Dominique CANDAU (CA 88), Pascal CARILLET (CA 55), Manon CORTEZ (CA 30), Sonia CROCHET et Aurore KAABOUBA-ESCURIER (CA 47), Dominique DELMAS (CA 12), Sabine DELMOTTE (CA 02), Alain DEMOULIN (CA 51), Sylvie DENIS (CA 19), Claire DOUINE (CA 76), Camille DUCOURTIEUX (CA 24), Jean-Pierre DUGAT (CA 33), Bertille ERIDAN (CA 59-62), Benoît ESMANGIAUD (CA 06) Laurent FICHER (CRA Pays de la Loire), Aurore GERARD (CA 21), Alain GOUEDARD (CRA Bretagne), Béatrice GRIFFAULT (CA 86), Claire GUYON (CA 84), Gérard HOPPENREYS (CA 79) et Céline CLEMENT (Synd. ovin 79),

Laurent KELLER (CA 54), Elodie LAGIER (CA 05), Jean-Pierre MARY (CA 04), Anne-Julie METIVIER (EDE 81), Stéphane MIGNE (CRA Pays-de-la-Loire), Lucien PAGES (CRA Occitanie) et Clément LASSALAS (Bovins-Croissance 66), Philippe POUCHERET et Mélody MOISET-BRUANT (CA 11), Rodolphe PUIG (CA46) Stéphane PYPE (CA 60), Christophe RAINON (CA 58), Anne REEB (CA 31), Aline ROULEAU (CA 08), Alice, Fanny SAUGUET (CA 13), Jean-Pierre SAULET-MOES (CA 67-68), Danielle SENNEPIN (CA 23), Christelle VAILLANT (CA 57), François VALENTIN (CA 48), Fabrice VASSORT (CA 43), Bernadette VIGNAUD et Lucille GUYARD (CA 03).

Filière laitière

Isabelle HAICAGUERRE (CA 64), Sandrine MERLIN (CA 64), Lauréline DROCHON (Confédération de Roquefort), Nathalie RIVEMALE (CA 48), Odile SALLATO (CA 64), Jean BEUDOU (CA 64), Jean-Christophe VIDAL (CA 12), Bruno LIQUIERE (Confédération de Roquefort), Jean-Claude MATHIEU (EDE 81), Gilles NOUBEL (UNOTEC).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture, Confédération Nationale des Éleveurs

Les filières ovines à la croisée des tensions climatiques, sanitaires et géopolitiques

Le confinement le plus strict est arrivé au pire moment pour la viande ovine, handicapant lourdement la consommation festive au moment des Pâques chrétiennes et juives et du début du Ramadan. Cependant, toute la filière française s'est mobilisée pour éviter le stockage sur pied d'agneaux qui auraient rapidement été dévalorisés... Mais au prix d'une baisse des cours avant les fêtes pascales.

Les effets de la pandémie de COVID-19 sont évidemment mondiaux, affectant tous les flux internationaux. Elle a accentué les mouvements de fond antérieurs : un manque d'offre dans le monde, surtout en Océanie, de très loin la principale source de viande ovine, face à un appétit chinois toujours en hausse malgré la crise, si on en croit les statistiques d'importation des premiers mois de 2020.

L'Europe avait déjà fortement baissé ses importations en 2019 (-21% /2018) et rien n'indique une inversion de tendance en 2020. Malgré cela, les deux principaux fournisseurs intra-UE ont augmenté leurs expéditions l'an passé, notamment le Royaume-Uni qui a largement perturbé les marchés continentaux, et français en particulier, au printemps 2019. Les effets délétères des palinodies sur le Brexit pourraient à nouveau se faire sentir dans les prochains mois.

La production française de viande ovine s'est pourtant globalement bien tenue en 2019, et il devrait encore en être de même cette année. La crise pourrait même être une occasion pour l'agneau français de regagner de la place tant dans la GMS que dans la restauration, particulièrement collective, dont l'approvisionnement est essentiellement importé...

La collecte de lait de brebis en 2018/2019 s'est un peu repliée après 5 ans de progression. Les fabrications étaient en hausse en 2019, en se diversifiant notamment vers l'ultra-frais. Il est de même pour les exportations malgré une forte chute vers les Etats-Unis, le Roquefort étant une victime collatérale des tensions commerciales avec l'UE.

En 2019 la sécheresse a souvent nécessité des achats supplémentaires d'aliments, en outre plus chers, et le prix des agneaux était en baisse presque toute l'année. Cela explique la dégradation des revenus de la plupart des systèmes ovins. Dans les réseaux INOSYS, beaucoup ne rémunéreraient les éleveurs que moins de 20 k€ par UMO, et l'érosion est nette depuis 3 ans. En 2019, seuls les ovins + cultures, les producteurs de la zone Roquefort et surtout les pastoraux ont tiré leur épingle du jeu. Cette faiblesse des revenus pose un vrai problème d'attractivité des métiers des filières ovines, voire de re-conception de certains systèmes, alors que les négociations de la future PAC et d'accords de libre-échange avec l'Océanie sont sources de nouvelles incertitudes.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2019

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

Une collecte française en repli sur la campagne 2018-2019

10/ LA VIANDE OVINE EN FRANCE

La cotation de l'agneau français en recul, subissant indirectement les effets du Brexit

16/ LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Baisse de la consommation européenne de viande ovine en 2019

24/ LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

Malgré la baisse des exportations océaniques, les envois vers la Chine progressent

28/ REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Spécialisés ovins viande
 - Fourragers intensifs
 - Herbagers
 - Pastoraux
- Ovins viande et grandes cultures
- Ovins viande et bovins viande
- Ovins laitiers
 - Livreurs du bassin de Roquefort
 - Livreurs des Pyrénées-Atlantiques

38/ PERSPECTIVES 2020

Vers une baisse de la consommation en France ?

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2019

HIVER 2018/2019



Le cheptel français de brebis et agnelles saillies aurait progressé fin 2018, d'une année sur l'autre.

Mortalité élevée pendant les agnelages au Royaume-Uni.

Les conditions climatiques froides et humides ont pénalisé la production britannique.

Baisse des cours en début d'année.

Les sorties abondantes en agneaux issus du cheptel laitier et des prix de l'import compétitifs ont fait pression sur la cotation française. La consommation de viande ovine en France est en outre restée morose. Sur une moyenne de janvier à avril, le cours de l'agneau français a ainsi perdu 18 centimes par rapport à 2018. La baisse des prix n'est toutefois pas aussi forte que début 2017.

Les stocks sont au plus bas dans les nombreuses régions impactées par la sécheresse 2018, et des achats de fourrages ont souvent été nécessaires.



Nouveau zonage ICHN, avec 3 555 communes entrantes (Grand Est notamment) et 1 349 communes sortantes (les Deux-Sèvres sont particulièrement concernées).

Après un bon démarrage des prairies, le printemps froid et humide a ralenti la pousse de l'herbe.

PRINTEMPS



Fête de Pâques
le 21 avril.



Assemblée Générale
Constitutive de France
Brebis Laitière

L'association à vocation
interprofessionnelle pour le lait de brebis
est créée le 9 avril 2019.



Mois du Ramadan
du 23 avril au 23 mai.



Le cheptel
reproducteur
néozélandais
s'est replié

de 2% /juin 2018, à
18,8 millions de brebis
et agnelles saillies.

Validation des mandats
de négociation
entre l'UE à 28 et
la Nouvelle-Zélande d'une
part et l'Australie d'autre part.

Les discussions en vue d'accords
de libre-échange peuvent
officiellement commencer.

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2019

ÉTÉ



Fête de l'Aïd
El-Kébir le 31 juillet

Après 2018, nouvelle sécheresse dans nombre de régions, avec nécessité d'affouragement au pré et des achats d'aliments.

Le marché français subit la situation au Royaume-Uni durant l'été.

Les incertitudes liées au Brexit ont poussé les Britanniques à produire et exporter de façon très dynamique à partir de mai : des agneaux anglais très compétitifs ont inondé le marché européen et pesé sur le cours français, qui ne retrouvera son niveau de 2018 que début novembre 2019.

Les rendements des céréales sont à la hausse, alors que ceux des oléagineux et du maïs sont pénalisés par la sécheresse



Léger recul de la collecte laitière

Après avoir dépassé les 290 millions de litres pour la 1^{ère} fois sur la campagne 2017-2018, la collecte a reculé à 288 Ml (2^{ème} niveau le plus élevé) à l'issue de la campagne 2018-2019

Le manque d'eau a handicapé les semis d'automne et les levées de certaines cultures (prairies temporaires, colza).

AUTOMNE



Si le Sud-Est reste le plus touché, le loup poursuit sa colonisation de nouveaux territoires vers le Nord et vers l'Ouest.



Poussé par la dynamique de la cotation de l'agneau au Royaume-Uni, le cours de l'agneau français est reparti à la hausse mi-octobre.
Les importations qui ont reflué à partir de juillet et l'appréciation de la livre sterling ont allégé le marché français, soutenant le cours de l'agneau.



Le Brexit aura finalement lieu le 31 janvier 2020.
Londres et Bruxelles auront jusqu'à fin 2020 pour négocier leur relation future. Entre temps, il s'agira d'une période transitoire durant laquelle les règles commerciales entre le Royaume-Uni et l'UE à 27 resteront inchangées.



Les pluies abondantes de l'automne ont favorisé la reprise du pâturage mais ont entraîné le report de nombreux semis de céréales.

2

LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

Une collecte française en repli sur la campagne 2018-2019

À un peu plus de 288 millions de litres sur la campagne 2018/2019 (1^{er} nov. 2018 au 31 octobre 2019), la collecte nationale de lait de brebis a légèrement marqué le pas après avoir enchaîné 5 campagnes consécutives de hausse. Elle demeure toutefois à son 2^{ème} niveau le plus élevé.

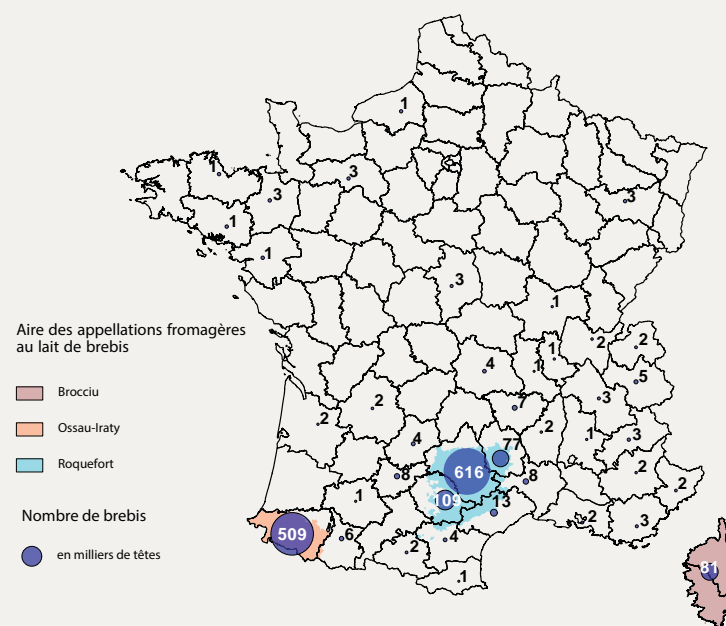
Les fabrications de fromages à pâte pressée non cuite, très dynamiques sur les années passées, ont été revues à la baisse. Des volumes ont ainsi été libérés pour la plupart des autres fabrications au lait de brebis, et notamment l'ultra-frais qui poursuit sa croissance. Les fabrications de Roquefort ont pour leur part connu un regain de croissance après plusieurs années de baisse, contribuant ainsi à une probable hausse des stocks dans la mesure où les exports et le marché domestique sont demeurés stable.



CHEPTEL 2018

REPARTITION DEPARTEMENTALE DES REPRODUCTEURS OVINS LAIT (2018*)

Suite au changement de périmètre d'étude opéré dans l'enquête cheptel du SSP en 2018 et 2019, les données utilisées ici sont issues de la BDNI au 1^{er} janvier 2018. Il est question de reproducteurs ovins et non plus de brebis et agnelles saillies.



* En l'absence de données satisfaisantes issues des enquêtes cheptel, les données utilisées sont celles de la BDNI au 1^{er} janvier 2018.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la BDNI
Cartographie Cartes & Données - © Arlicque

4 450 exploitations et 1,51 million de têtes

C'est le nombre de détenteurs de plus de 25 reproducteurs ovins lait en 2018 et le cheptel de reproducteurs ovins lait associé (soit 99,4% du cheptel total).

Une production étroitement liée aux aires d'appellations fromagères

Le cheptel ovin lait français apparaît extrêmement concentré au plan géographique : 6 départements regroupent à eux seuls près de 85% des exploitations détentrices de plus de 25 têtes pour un peu plus de 92% du cheptel associé. Ces départements sont par ordre décroissant de cheptel (données BDNI 2018) : l'Aveyron (616 000 têtes), les Pyrénées-Atlantiques (509 000 têtes), le Tarn (109 000 têtes), la Lozère (77 000 têtes) et les deux départements de Corse (81 000 têtes). Tous ces départements ont en commun l'appartenance d'une partie de leur territoire à une aire d'appellation fromagère : l'Ossau-Iraty pour les Pyrénées-Atlantiques, le Brocciu pour les départements Corse et le Roquefort pour les trois autres départements cités, auxquels s'ajoutent également l'Aude, l'Hérault et le Gard, bien que leur cheptel respectif soit bien inférieur.

Sur les quelque 4 450 détenteurs de plus de 25 brebis laitières en 2018, 3 400 étaient des livreurs d'après les enquêtes laitières, soit près de 3 exploitations sur 4. Le quart restant pratique la transformation fermière.

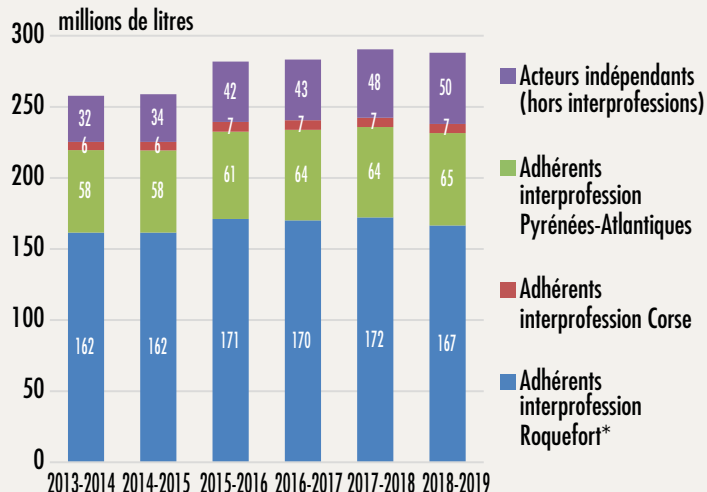
Plus d'une brebis laitière sur 10 élevée en bio

Selon les données de l'Agence Bio, le nombre de brebis laitières en bio ou en conversion bio était de 134 000 en 2018 soit près de 11% du cheptel national. Celles-ci étaient détenues par 600 exploitations dont 220 livreurs. Ces derniers sont à 90% localisés en Lozère et dans l'Aveyron.

COLLECTE 2019 EN FRANCE

COLLECTE DE LAIT DE BREBIS

La collecte nationale de lait de brebis a connu un léger recul de novembre 2018 à octobre 2019 (-1%, soit -2,5 MI).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et interprofessions

288 millions de litres

C'est la collecte française de lait de brebis sur la campagne 2018-2019.

L'Occitanie a souffert des conditions météorologiques de 2018

En Occitanie, le printemps 2018 très pluvieux, suivi d'un été très sec, n'a pas été favorable à la constitution de stocks fourragers de qualité. Ceci explique une baisse de la production de novembre 2018 à avril 2019 (-3%, soit -6,5 MI), période qui concentre environ 2/3 de la collecte de la campagne. Les 96 millions de litres collectés de mai à octobre 2019 (+4%/2018), soit le maximum jamais enregistré sur la période, n'ont pas suffi à combler le déficit accumulé en 1^{ère} partie de campagne.

D'après FranceAgriMer, l'essentiel du recul de la collecte nationale provient d'Occitanie, où la collecte est passée de 215 à 212 millions de litres d'une campagne sur l'autre. L'interprofession Roquefort, dont la collecte est intégralement réalisée au sein de la région Occitanie, fait d'ailleurs état d'une collecte en recul de plus de 5 millions de litres.

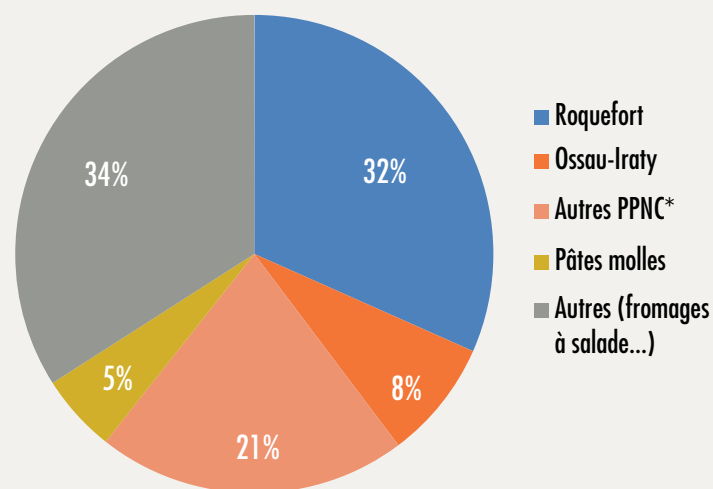
Les indépendants et la collecte bio progressent

Les acteurs indépendants, qui ne sont rattachés à aucune interprofession régionale, ont de nouveau accru leur collecte, réalisée pour l'essentiel en région Occitanie (près de 46 millions de litres réalisés hors-interpro régionales). À noter que la collecte de lait de brebis biologique, réalisée à près de 60% par ces acteurs, a progressé de 16%, à un peu plus de 29 millions de litres, soit 10% de la collecte nationale.

FABRICATIONS 2019 EN FRANCE

FABRICATIONS DE FROMAGES DE BREBIS SUR LA CAMPAGNE 2018-2019

59 800 tonnes de fromages de brebis ont été fabriqués de novembre 2018 à octobre 2019.



*Pâtes Pressées Non Cuites

*Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

+3%

C'est la hausse des volumes de lait destinés à l'élaboration du Roquefort sur la campagne 2018/2019.

Les fromages représentent de loin le débouché principal pour le lait de brebis dont ils absorbent 85% à 90% des volumes. Le reste est principalement transformé en produits ultra-frais qui connaissent un développement rapide. Sur la campagne 2018-2019, les fabrications d'ultra-frais ont ainsi approché 28 000 t.

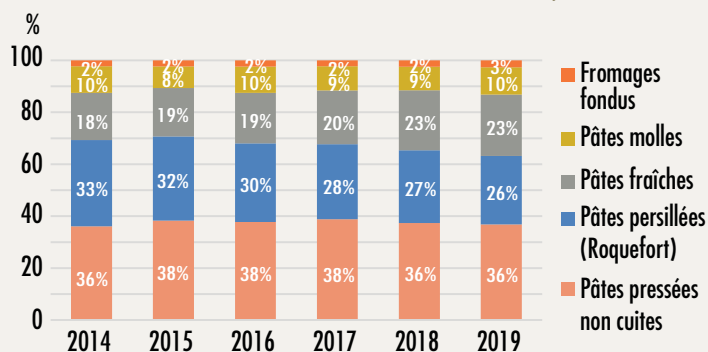
À 59 800 t, les fabrications de fromages ont progressé de près de 2%, d'une campagne à l'autre malgré le recul de la collecte. Ceci s'explique par une réorientation des volumes de lait vers des fabrications moins consommatrices : les pâtes pressées cuites ont ainsi reculé de 6% (-4% pour l'Ossau-Iraty retombé à 4 820 t après avoir dépassé 5 000 t l'an passé) tandis que les volumes de Roquefort, de pâtes molles et de pâtes fraîches (fromages à salade principalement) ont vu leurs volumes progresser de façon plus ou moins importante.

Les produits au lait de brebis biologique poursuivent leur développement, notamment les fromages frais (+21% à 3 200 t) et fromages affinés (+44% à 1 460 t). Les fabrications de yaourts continuent d'absorber une part importante du lait biologique, mais ont marqué le pas, à seulement +3% sur la campagne (9 200 t), loin des croissances à deux chiffres des années précédentes.

2 LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

CONSOMMATION 2019 EN FRANCE

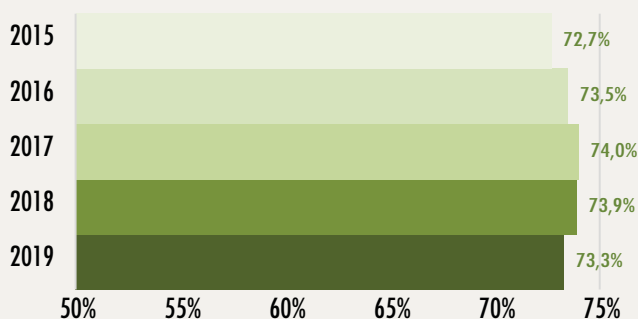
ACHATS DE FROMAGES DE BREBIS PAR LES MÉNAGES FRANÇAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar/FranceAgriMer

*Le panel Kantar relève les achats des ménages pour la consommation à domicile grâce à un panel d'acheteurs. Il n'intègre pas la restauration hors domicile (restaurants, cantines, hôpitaux) ni les achats « inhabituels » (en gros, vacances...).

TAUX DE PÉNÉTRATION DU MARCHÉ FRANÇAIS PAR LES FROMAGES DE BREBIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar/FranceAgriMer

*taux de pénétration du marché français : part des ménages français ayant acheté du fromage de brebis en 2019.

En 2019, les achats de fromages de brebis par les ménages sont repartis à la hausse, tirés notamment par le succès des pâtes molles.

Alors qu'il n'avait progressé que de 0,5% en volume en 2018 /2017, le marché des fromages pur brebis a renoué avec une franche croissance en 2019 (+3,5%/2018) d'après le panel Kantar, à l'image d'un rayon fromages dans son ensemble qui a lui aussi connu un regain de dynamisme. À 15,2 €/kg en moyenne, le prix des fromages de brebis achetés par les ménages est resté stable d'une année sur l'autre.

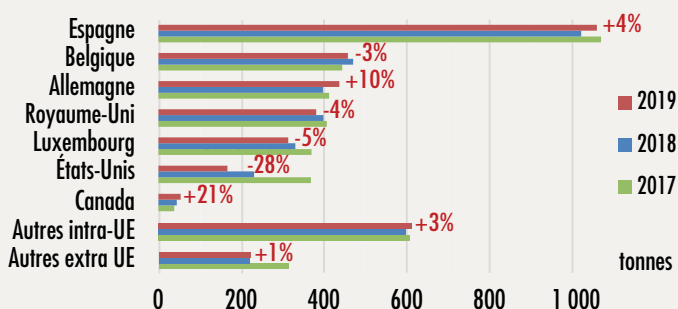
Pour la première fois depuis de nombreuses années, les achats de Roquefort se sont maintenus et ceux de pâtes pressées non cuites sont repartis à la hausse (+4%) après la baisse de 2018 (-3,5%) qui avait occasionné une remontée des stocks. Si ces deux types de fromages représentent plus de 60% des achats de fromages pur brebis, ils ont toutefois laissé de plus en plus de place aux pâtes fraîches (fromages à salade) et aux pâtes molles ces dernières années. Toujours selon le panel Kantar, les achats de pâtes fraîches ont crû moins vite en 2019 (+4%) après trois années consécutives de croissance proches de 20% d'une année sur l'autre, tandis que les achats de pâtes molles ont eux progressé de +13%.

Un arrêt des recrutements de consommateurs en 2019

À 73,3%, le taux de pénétration* des fromages de brebis s'est légèrement dégradé en 2019 selon le panel Kantar. Si les produits laitiers au lait de brebis jouissent d'une image très positive et sont associés aux notions de plaisir et de santé par les consommateurs, selon l'étude du CSA Research menée pour FranceAgriMer en 2018, leurs prix élevés (+55% par rapport au prix moyen de l'univers fromages) et le manque de présence à l'esprit constituent encore des freins au développement de leur consommation, notamment parmi les ménages jeunes.

EXPORTATIONS FRANÇAISES 2019

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE ROQUEFORT



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

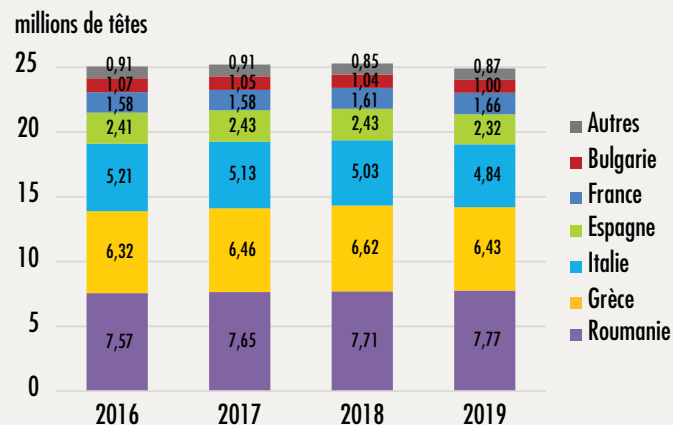
Les exportations de Roquefort sont restées stables en 2019

Avec environ 20% des fabrications exportées en 2019, le Roquefort est un fromage toujours très exporté. L'an passé, 30 pays en ont importé au moins 5 tonnes et le volume total exporté a atteint 3 700 tonnes. Avec 1 060 tonnes importées (+4% /2018), l'Espagne demeure de très loin la principale destination et a renoué avec des niveaux proches de 2017. Les envois vers l'Allemagne se sont également accrus (+10%, à 437 t), permettant au pays de redevenir la 3^{ème} destination en volume mais aussi en valeur, au détriment du Royaume-Uni dont les achats ont reculé. Les envois vers les États-Unis ont une fois de plus fortement reculé (-28%, à 167 t) même s'ils ont jusqu'à maintenant échappé à la hausse des taxes un temps annoncée par l'administration Trump. En hausse de 21% à 54 tonnes, les envois vers le Canada bénéficient du CETA.

UNION EUROPÉENNE

La France occupe le 5^{ème} rang européen en termes de cheptel et de production de lait de brebis, mais arrive en 4^{ème} rang en termes de collecte devant la Roumanie (1^{er} cheptel et 4^{ème} production mais 8^{ème} collecte).

CHEPTEL EUROPÉEN DE BREBIS LAITIÈRES FIN 2019



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Près de 25 millions de brebis et agnelles laitières saillies.

Fin 2019, le cheptel européen de brebis et agnelles laitières saillies comptait 24,9 millions de têtes, accusant un repli d'un peu moins de 2% par rapport à fin 2018 et repassant sous la barre des 25 millions pour la 1^{ère} fois depuis 2014. Essentiellement localisé dans le sud de l'UE, le cheptel apparaît très concentré : 3 pays réunissent à eux seuls plus des trois quarts du cheptel de l'UE-28.

Le cheptel roumain (31% de l'effectif européen) a poursuivi sa progression (+1% /2018). À près de 7,8 millions de têtes, il aurait enregistré une hausse de plus d'un million de têtes sur la décennie. Le cheptel grec a reculé de près de 3% tandis que les cheptels italien et espagnol ont eux baissé respectivement de 4% et 5% d'une année sur l'autre, probablement sous l'effet des crises majeures traversées par leurs filières (économiques mais aussi sanitaires avec des foyers de FCO découverts en Sardaigne fin 2018) qui ont entraîné des restructurations importantes.

La collecte espagnole de lait de brebis, la 2^{ème} de l'UE (derrière la Grèce à 651 MI) a reculé de 5 MI (-1%). Le prix du lait y a retrouvé des couleurs depuis la fin d'été.

Après un début d'année marqué par des prix à peine redressés par rapport aux bas cours des années précédentes (840 €/1 000 l sur le 1^{er} trimestre, +4 €/2018), les producteurs espagnols de lait de brebis ont vu l'horizon s'éclaircir en courant d'année. Le prix du lait a suivi une trajectoire de plus en plus nettement à la hausse au fur à mesure : +23 €/1 000 l au 2nd trimestre par rapport à 2018, puis +63 € au 3^{ème} et enfin +84 € au dernier trimestre où il a repassé la barre des 1 000 € pour la première fois depuis le 4^{ème} trimestre 2015 ! En 2019, le prix moyen s'établit à 855 €/1 000 litres, soit +40 €/2018.

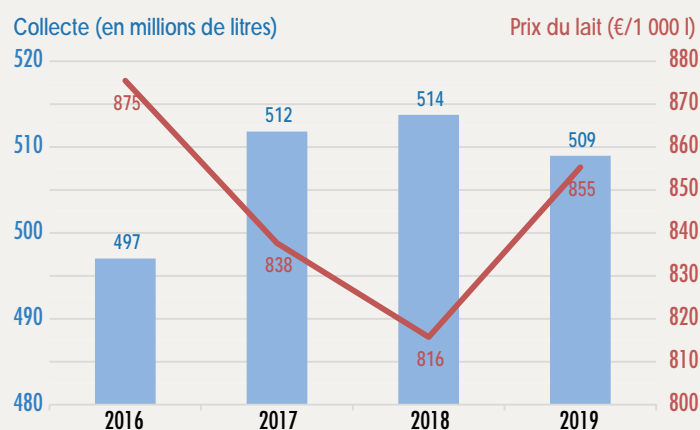
La production de lait de brebis se concentre essentiellement dans les Autonomies de la *Meseta Central* : Castille-et-Léon et Castille-La-Manche pèsent respectivement 58% et 31% de la collecte nationale de lait de brebis. En Castille-La-Manche, le prix du lait y est bien supérieur du fait de la présence de l'AOP Manchego. À 948 €/1 000 l en 2019, il a progressé de +44 € d'une année sur l'autre, mais est resté inférieur de 31 € au prix 2017, tandis qu'il n'était que de 795 €/1 000 l en Castille-y-Léon (+38 €/2018 et +43 €/2017).

Les exportations de fromages de brebis par les principaux pays producteurs ont progressé de +7% en 2019, tirées par la dynamique grecque mais également à la faveur d'un rebond des exports italiens de Fiore Sardo et Pecorino.

Les exportations européennes de fromages de brebis par les principaux pays exportateurs sont estimées à 186 000 t en 2019. Elles ne tiennent pas compte des fromages au lait de mélange très présents en Espagne, des fromages au lait de brebis dont le code douanier est partagé avec des fromages au lait de vache... et également perturbées par le fait que la Feta grecque peut elle-même contenir jusqu'à 30% de lait de chèvre.

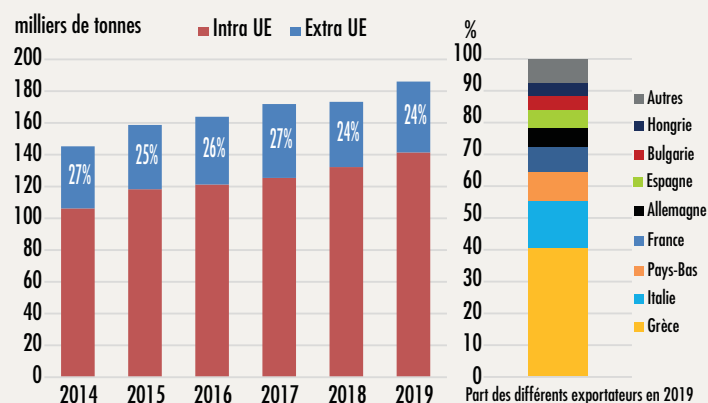
Ces échanges sont réalisés pour un peu plus des trois quarts au sein de l'espace européen. La Grèce, de très loin le principal exportateur, a accru ses envois de +9% /2018. L'Italie a renoué avec la croissance en 2019 (+21%) et atteint son 2^{ème} niveau historique, après un net recul en 2018 (-23% /2017) notamment vers les États-Unis (-40% en 2018). Ce rebond aurait permis une légère remontée des prix payés aux producteurs (proches de 0,74 €/l en Sardaigne par exemple, après la dévalorisation de 2017 et 2018 aux environs de 0,60 €/l). Les Pays-Bas continuent d'occuper une place importante dans les échanges commerciaux en tant que plateforme d'import-export : ils ont même dépassé la France en 2019 en volumes exportés.

COLLECTE EN ESPAGNE (EN MILLIONS DE LITRES)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FEQA

EXPORTATIONS EUROPÉENNES DE FROMAGES DE BREBIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

*Ce chiffre n'inclut pas les exportations espagnoles de Manchego, qui dépasseraient selon des sources nationales les 8000 t par an. Celles-ci sont confondues avec d'autres fromages, pas forcément des purs brebis, sous un même code douanier (NC8 : 04 06 90 99).

3

LA VIANDE OVINE EN FRANCE

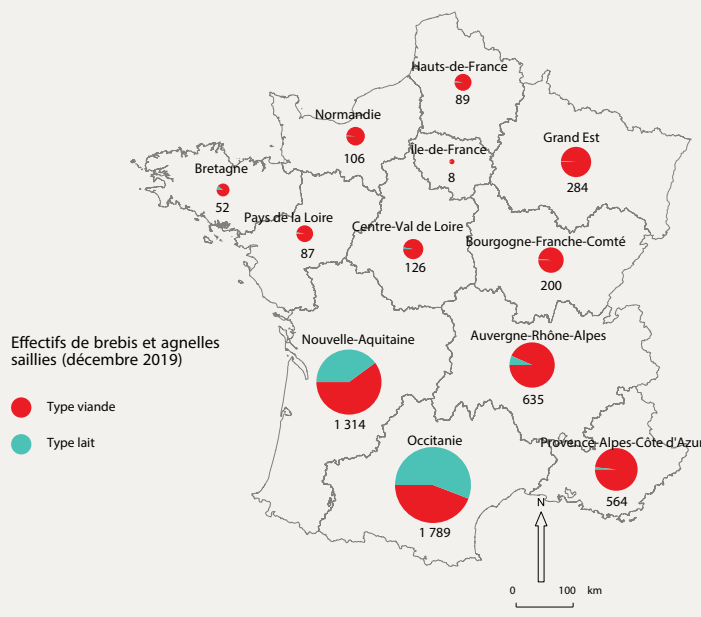
La cotation de l'agneau français en recul, subissant indirectement les effets du Brexit



Bien que la production de viande d'agneau ait été stable cette année, le fort repli des réformes en 2019 explique une production globalement en léger retrait en France. Les incertitudes liées au Brexit ont indirectement causé des difficultés à la filière française : de l'agneau britannique à bas prix a encombré le marché européen, et notamment le marché français, provoquant l'effondrement de la cotation pendant la période estivale. La consommation par bilan en France a été stable d'une année sur l'autre.

CHEPTEL 2019

RÉPARTITION RÉGIONALE DU CHEPTEL OVIN



5,4 millions

C'est le nombre de brebis et d'agnelles saillies présentes en France en novembre 2019.

D'après l'enquête cheptel du Service de la Statistique et de la Prospective (SSP), menée en novembre 2019, le cheptel français de brebis et agnelles saillies aurait reculé entre fin 2018 et fin 2019. Néanmoins, suite à une nouvelle modification de l'échantillon d'exploitations et de la méthodologie de l'enquête, il n'est toutefois pas possible de chiffrer cette évolution.

Les effectifs de brebis et agnelles saillies allaitantes représentaient 69% du cheptel reproducteur.

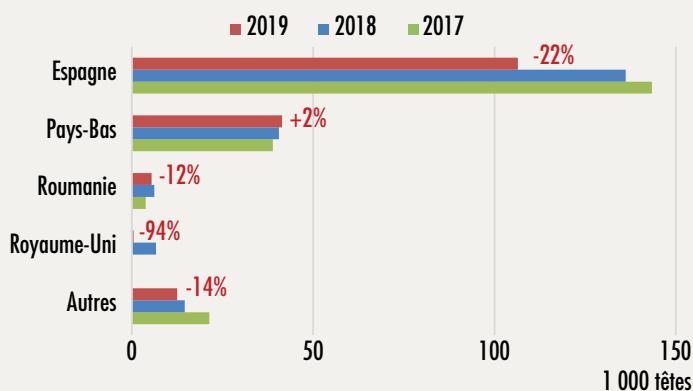
Les 4 régions du sud de la France (Nouvelle-Aquitaine, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur) concentraient en outre toujours 80% des brebis.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP, données 2019.
Cartographie Cartes & Données - © Artique

ÉCHANGES D'OVINS VIVANTS 2019

IMPORTATIONS D'OVINS VIVANTS

Avec près de 38 000 têtes de moins qu'en 2018 (-19%), les importations françaises d'ovins vivants ont chuté, pour la 5^{ème} année consécutive, en 2019.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

166 000 têtes

C'est le nombre d'ovins vivants importés en France en 2019.

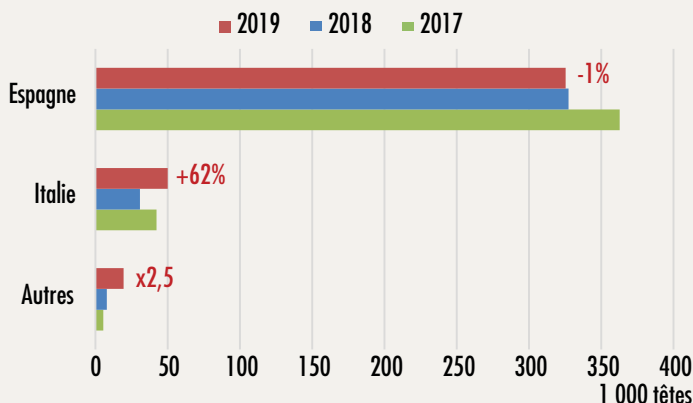
Ce fort repli des achats en 2019 s'explique majoritairement par la chute des importations d'agneaux (-19% /2018 à 149 000 têtes, soit -35 000 têtes), provenant en grande majorité d'Espagne (-23% à 96 000 têtes) et secondairement des Pays-Bas (-2% à 38 000 têtes).

Les importations d'ovins adultes, représentant 10% des ovins vifs importés en France, ont également diminué, de 14% par rapport à 2018 (- 2 800 têtes à 17 000 têtes). Là aussi, la diminution des envois espagnols pénalise nos importations (-10% à 14 000 têtes).

L'Espagne, avec 30 000 têtes de moins, demeure toutefois le 1^{er} fournisseur de la France en ovins vifs, avec 106 000 têtes en 2019, soit une baisse de 22 % /2018.

EXPORTATIONS D'AGNEAUX VIVANTS

Après plusieurs années de baisse, les exportations d'agneaux vivants, enregistrent un regain en 2019, avec 395 000 têtes exportées, soit 29 000 de plus qu'en 2018.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

+29 000 têtes

C'est la hausse des exportations françaises d'agneaux vivants en 2019.

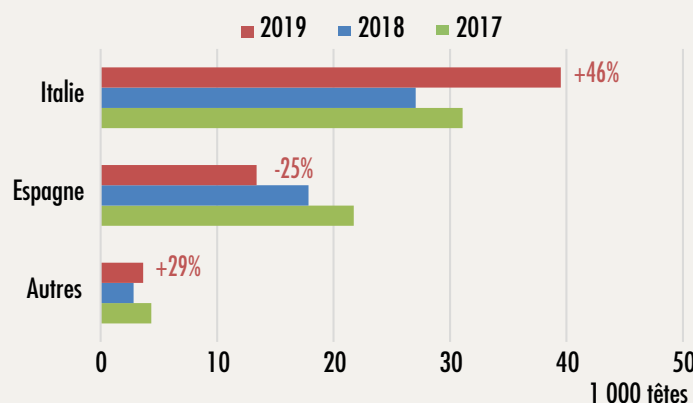
Malgré une légère baisse des envois vers notre premier client, l'Espagne, les exportations d'ovins vifs ont rebondi en 2019 grâce au dynamisme de la demande italienne ainsi que l'ouverture de marchés du Proche-Orient.

Comme chaque année, les envois se sont principalement orientés vers l'**Espagne** (-1%, à 325 000 têtes) et l'**Italie** (+62%, à 50 000 têtes), avec des agneaux majoritairement issus du cheptel laitier, expédiés pour les fêtes de fin d'année. L'ouverture du **marché israélien** début 2019 a permis à la France d'y expédier au total 17 400 agneaux. Un peu moins de 600 agneaux ont été vendus à l'**Iran**.

Pour la troisième année consécutive, il n'y a pas eu d'envois vers le **Liban** et la **Libye**.

EXPORTATIONS D'OVINS ADULTES VIVANTS

Après un repli en 2018, les envois français d'ovins adultes vivants ont retrouvé leur niveau de 2017 (+8 800 têtes /2018).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

57 000 têtes

C'est le nombre d'ovins adultes vivants exportés par la France en 2019.

Comme pour les agneaux, la **demande italienne** a été forte pour les ovins adultes français en 2019, avec 12 500 têtes supplémentaires exportées (+46% /2018).

Les envois ont fortement diminué à destination de l'**Espagne** (-25% à 13 000 têtes). Aucun envoi n'a été enregistré vers la **Grèce**, contre 2 600 têtes en 2018. En revanche, les envois vers les pays tiers ont augmenté, principalement concentrés sur l'**Iran**, avec quelques 900 ovins adultes en 2019.

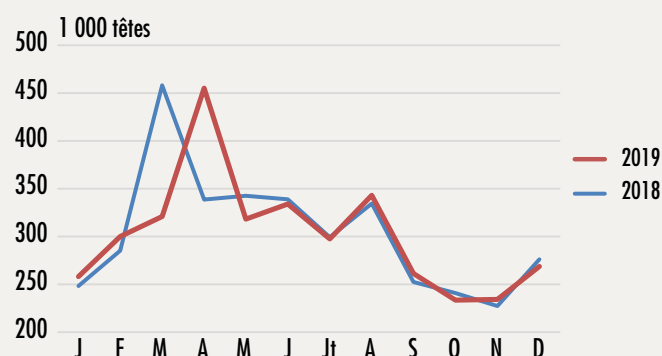
3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

81 000 téc

C'est la quantité de viande ovine abattue en France en 2019.

PRODUCTION 2019

ABATTAGES CONTRÔLÉS D'AGNEAUX



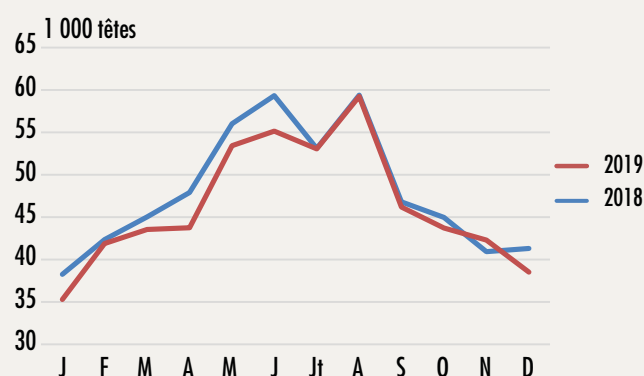
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

À 3,6 millions de têtes au total, les abattages contrôlés d'agneaux ont très légèrement diminué en 2019 (-0,5% /2018, soit -17 800 têtes).

Avec un cheptel reproducteur enregistré en hausse fin 2018, les sorties d'agneaux des exploitations françaises ont augmenté en 2019, à 3,9 millions de têtes (+46 000 têtes/2018). Toutefois, la hausse des exportations d'agneaux vivants (+29 000 têtes) a réduit les disponibilités sur le marché français, de même que la baisse des imports en vif (-35 000 agneaux), si bien que les abattages d'agneaux ont légèrement reculé (-0,5% soit - 18 000 têtes/2018).

La baisse des abattages au 1^{er} semestre (-1,3% à 2 millions de têtes), face au manque de consommation des ménages français induit par la chaleur, n'a pas été compensée par la légère reprise au 2nd semestre (+0,5% à 1,6 million de têtes).

ABATTAGES CONTRÔLÉS D'OVINS ADULTES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

Les abattages contrôlés d'ovins adultes ont chuté en 2019, de -3%, à 556 000 têtes (-19 300 têtes /2018).

Avec la hausse du cheptel reproducteur fin 2018, les réformes d'ovins adultes des exploitations françaises ont diminué de 1% (- 8 000 têtes /2018, à 595 000 têtes). Les abattages ont davantage reculé du fait de la hausse des exports en vif (+9 000 têtes /2018) et du repli concomitant des imports en 2019 (-3 000 têtes).

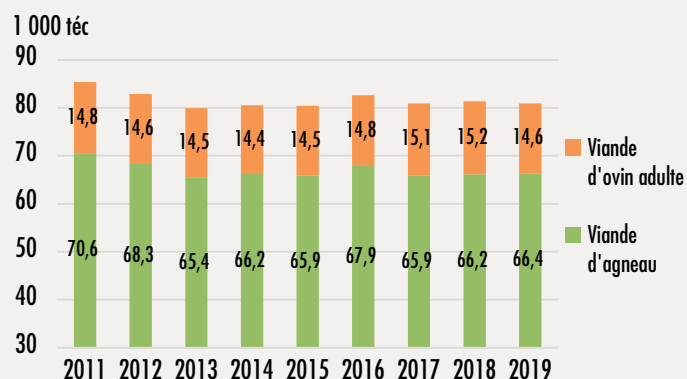


La baisse des effectifs abattus, combinée à un poids moyen de carcasse stable, a induit un tassement de -0,5% de la production française de viande ovine en 2019 (à 81 000 téc).

Après s'être stabilisé entre 2016 et 2018, le poids carcasse moyen des agneaux a retrouvé sa tendance haussière en 2019. À 18,4 kg en moyenne, il était supérieur de 0,8% à l'année précédente. Face à des abattages en léger retrait, cela a permis à la production française de viande d'agneau de croître légèrement, et d'atteindre ainsi 66 400 téc en 2019 (+0,3%/2018).

Le poids carcasse moyen des réformes a quant à lui baissé en 2019 (-0,8%/2018 à 26,3 kg), accentuant alors la baisse de la production de viande d'ovins adultes, de -4%, à 14 600 téc.

VIANDE D'OVINS ABATTUS EN FRANCE



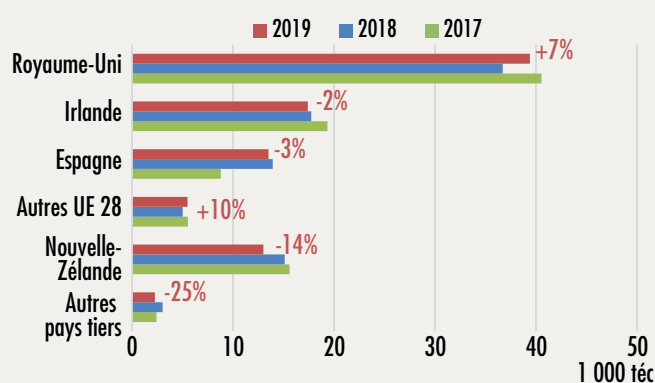
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

91 150 téc

C'est le volume de viande ovine importé en France en 2019.

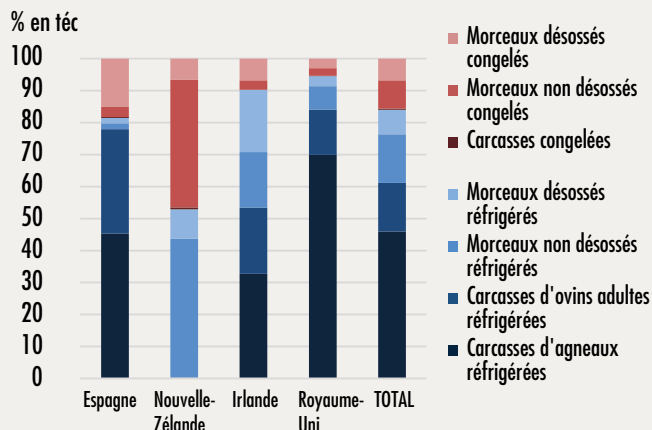
IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE 2019

ORIGINE DES IMPORTATIONS FRANÇAISES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

TYPES DE VIANDES OVINES IMPORTÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

Les importations françaises de viande ovine ont reculé de 0,5% en 2019, à 91 150 téc. La hausse des volumes issus de l'Union européenne (+3%, soit + 2 400 téc), principalement du Royaume-Uni, n'a pas compensé la forte baisse des achats de viande ovine en provenance des pays tiers (-16% /2018, à 15 300 téc), notamment de Nouvelle-Zélande.

84% de la viande ovine importée était sous forme réfrigérée (contre 81% en 2018), les carcasses réfrigérées constituant toujours le gros des volumes (46% de carcasses d'agneaux et 15% de carcasses d'ovins adultes). La hausse conséquente des importations de viande ovine en provenance du Royaume-Uni, dont 95% est réfrigérée, explique cette évolution. Les découpes représentaient par ailleurs 39% des importations, contre 42% en 2018. Cette contraction est due au recul des importations de la NZ, composées à 99% de découpes contre 16% seulement pour les viandes du Royaume-Uni. En 2019, ces découpes se décomposent ainsi : 15% de morceaux non désossés réfrigérés, 8% de morceaux désossés réfrigérés, 9% de morceaux non désossés congelés et 7% de morceaux désossés congelés. Le prix moyen de toutes les viandes ovines importées était en hausse de 27 centimes, à 5,50 €/kg équivalent carcasse.

En 2019, face à de nombreuses incertitudes liées au Brexit qui ont *in fine* conduit à un engorgement du marché, le cours de l'agneau britannique a fortement chuté (- 0,39 €/kg /2018 à 4,79 €/kg). Très compétitif, il est venu abonder certains marchés européens (voir partie UE), dont le marché français. Les achats français de viande ovine britannique ont alors augmenté de +7% par rapport à 2018, à 39 400 téc. Le **Royaume-Uni** a conforté sa place de premier fournisseur de la France, faisant passer sa part de marché de 40% en 2018 à 43% en 2019. Les carcasses d'agneaux réfrigérés représentaient 70% des volumes, avec un prix moyen en baisse de 3% /2018, à 4,9 €/kg éc.

Les importations de viande d'**Irlande** ont quant à elles reculé (- 2% /2018 à 17 400 téc), mais leur part de marché est demeurée inchangée (19% des importations françaises en 2019). Elles étaient constituées principalement de carcasses réfrigérées d'agneaux (33%), valant en moyenne 5,3 €/kg éc (-4% /2018), de carcasses réfrigérées d'ovins

adultes (21%) et de découpes réfrigérées (17% non désossées et 19% désossées).

Malgré une production de viande ovine en baisse, suite à l'explosion de ses exports en vif, l'**Espagne** a presque maintenu ses parts de marchés en France. Les importations françaises de viande ovine espagnole ont ainsi baissé de 3% mais se maintiennent toutefois à un bon niveau : 13 500 téc, soit 15% des achats totaux (contre seulement 10% en 2017). Ces importations comptaient 45% de carcasses d'agneaux réfrigérées, 2% moins chères qu'en 2018 (à 5,3 €/kg éc).

La nouvelle baisse de production de la **Nouvelle-Zélande** en 2019 et l'accentuation de la réorientation de ses envois vers la Chine (voir partie Monde) ont entraîné un important repli des ventes vers la France (-14% à 13 000 téc, soit 14% des achats français, contre 17% en 2018). Elles étaient composées à 99% de découpes (52% « chilled », 48% congelées) et notamment de gigots (54% des volumes, dont la majorité sous forme congelée). Le prix moyen de la viande ovine néozélandaise importée en France était en progression de 3% (à 6,4 €/kg éc).

Les achats français étaient aussi en forte baisse depuis l'**Australie** (-33% à 1 200 téc) et l'**Amérique du Sud** (-17% à 700 téc).



Brebis croisées.

3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

45%

C'est la part de la viande ovine française dans la consommation nationale en 2019.

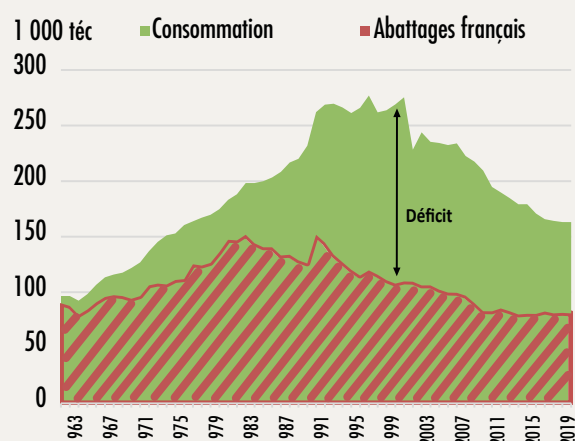
CONSOMMATION 2019

BILAN FRANÇAIS DE VIANDE OVINE

(1 000 téc)	2000	2010	2016	2017	2018	2019	2019/18
Abattages contrôlés	110	83	83	81	81	81	-1%
Imports vifs	10	7	4	3	3	2	-13%
Exports vifs	7	10	4	4	3	4	23%
Production indigène brute	107	85	83	82	82	83	+1%
Imports viande	175	121	92	92	92	91	=
Exports viande	9	9	9	9	9	8	-7%
Consommation	275	195	166	164	164	164	=
Population (millions hab.)	60,5	64,6	66,6	66,8	66,9	67,0	=
Consommation/hab. (en kgéc)	4,6	3,0	2,5	2,5	2,5	2,4	=

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP et les Douanes françaises

ÉVOLUTION DU DÉFICIT FRANÇAIS EN VIANDE OVINE



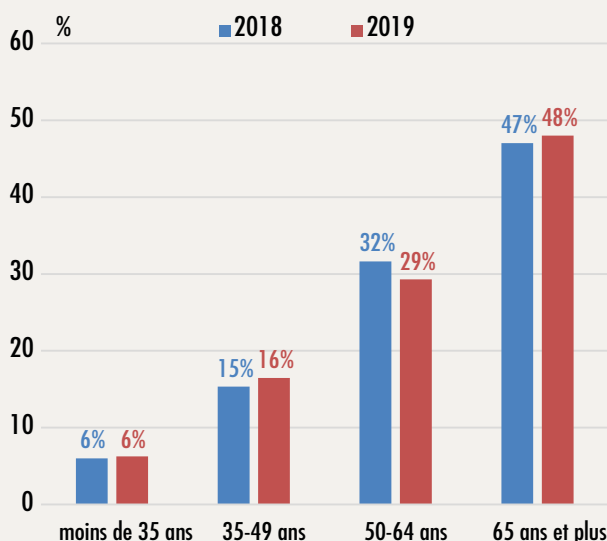
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP, les Douanes françaises et Eurostat

La consommation française de viande ovine est stable d'une année sur l'autre

Les fortes chaleurs au printemps et en été ainsi que la poursuite des campagnes anti-viande n'ont pas permis de rehausser la consommation des français. Calculée par bilan, celle-ci a très légèrement reculé, de 270 téc, à 163 100 téc : la très légère baisse de la production accompagnée du recul des importations de viande ovine ont été quasiment contrebalancées par la diminution notable des exports. La consommation par habitant calculée par bilan est ainsi estimée à 2,4 kg équivalent carcasse en 2019, soit 0,3% de moins qu'en 2018, mais 46% de moins qu'en 2000 !

La part de la viande issue des abattages français dans la consommation est restée stable d'une année sur l'autre, à 44%.

ACHATS DE VIANDE OVINE* PAR LES MÉNAGES FRANÇAIS PAR CLASSES D'ÂGE



*Hors abats, hors gros achats - dont élaborés

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar / Interbev

D'après les données extrapolées du panel Kantar, les achats de viande ovine par les ménages français (hors restauration hors domicile) ont chuté de 7% en 2019 par rapport à 2018.

Seul 45% des ménages français ont acheté de la viande ovine pour leur **consommation à domicile**, avec en outre une réduction de leur fréquence d'achat.

Les ménages les plus âgés restent les plus gros acheteurs, avec 48% des volumes achetés par les plus de 65 ans et 29% par les 50 à 64 ans. Bien que plus réduits (16% des volumes totaux), les achats de viande ovine par les ménages de 35 à 49 ans sont toutefois restés stables par rapport à l'année précédente, face à une baisse pour toutes les autres catégories d'âges.

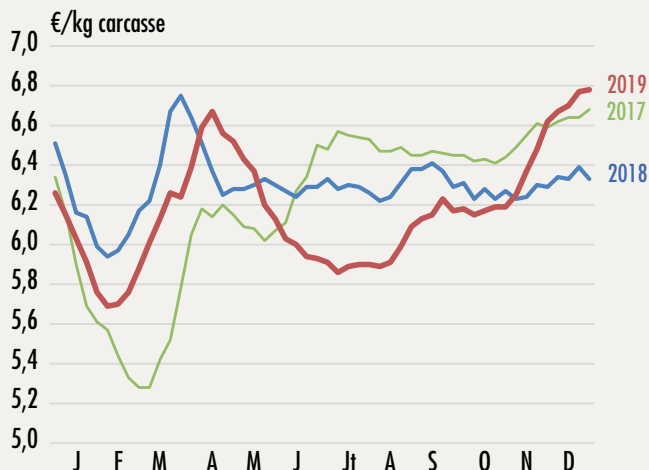
62% des volumes ont été achetés en hypermarchés et supermarchés, 30% en circuits spécialisés, comptant notamment les boucheries, 4% dans les supérettes de proximité et 3% en *hard-discount*.

Compte-tenu de la différence d'évolution constatée avec la consommation par bilan, il est probable que la **consommation des ménages hors domicile**, notamment en restauration commerciale, ait progressé en 2019, de même que les ventes directes, non comptabilisées par le Panel Kantar.

PRIX 2019

PRIX MOYEN PONDÉRÉ DE L'AGNEAU FRANÇAIS

Le Prix Moyen Pondéré de l'agneau français a baissé en moyenne de 0,12 € kg par rapport à 2018. Cette moyenne cache toutefois des situations très contrastées entre diverses périodes de l'année.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

6,17 €/kg de carcasse

C'était le prix moyen pondéré de l'agneau en France en 2019.

Une baisse saisonnière plus marquée que début 2018

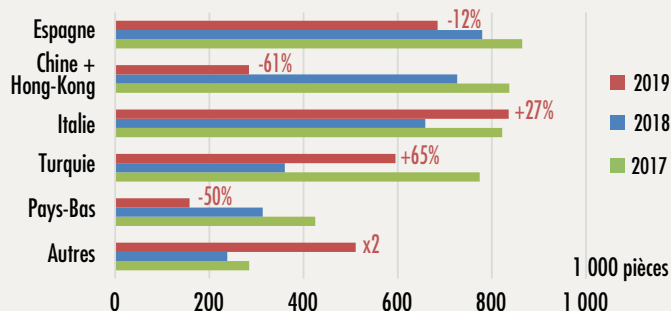
Face à des sorties d'agneaux importantes et à un regain de pression à l'import, la baisse saisonnière de la cotation entre les fêtes de fin d'année et Pâques a été plus marquée qu'en 2018.

Chute des cours de mai à octobre

La situation s'est fortement dégradée pour l'agneau britannique à partir du mois de mai, suite au nouveau rejet par le Parlement britannique de la proposition d'accord de sortie du Royaume-Uni entre Londres et Bruxelles. L'impact sur la cotation française a été immédiat. Par la suite, l'arrivée abondante de viande d'agneau britannique, très compétitive, a continué de faire pression sur la cotation française. La situation en France comme au Royaume-Uni ne s'est réellement améliorée qu'en octobre, lorsque qu'un nouveau compromis a été acté par le Parlement britannique pour une sortie effective du Royaume-Uni le 31 janvier 2020.

EXPORTATIONS DE PEAUX D'OVINS 2019

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PEAUX D'OVINS LAINÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

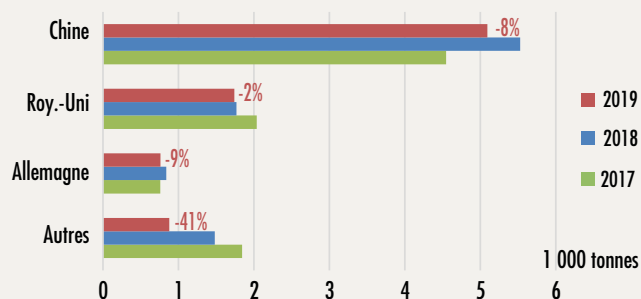
Après un bond en 2017 puis une baisse en 2018, les exportations françaises de peaux lainées d'ovins étaient en très léger recul en 2019, à 3,1 millions de pièces (-7 500 pièces /2018).

Face à un marché mondial toujours morose, les **exportations de peaux lainées d'agneaux** (>80% des envois) étaient en légère diminution. À 3,40 €/pièce, leur prix moyen était de nouveau en forte baisse, de 27% par rapport à 2018. Elles rejoignent ainsi leur plus bas niveau de prix depuis 2010.

Les **envois de peaux lainées d'ovins adultes** ont bondi, de 73%, à près de 1 million de pièces, avec un prix unitaire effondré, à 4,65 €/pièce (soit -31% /2018), qui a attiré les acheteurs étrangers. On constate une hausse des envois vers nos deux principaux clients : l'Italie (+35% /2018) et la Chine (x3,5), mais aussi vers d'autres pays tels que le Pakistan, le Maroc, la Turquie ou encore la Roumanie (dont les achats de peaux lainées françaises étaient nuls en 2018).

EXPORTATIONS DE LAINE 2019

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE LAINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

À 8 500 tonnes en 2019, les exportations françaises de laine ont régressé de 12% par rapport à 2018.

Les envois ont été en retrait vers les trois principales destinations de la France : la Chine (-8%), la Royaume-Uni (-2%) et enfin l'Allemagne (-9%).

En hausse de 2% par rapport à l'année précédente, leur prix unitaire restait néanmoins, à 1,42 €/kg, 3 à 4 fois inférieur aux niveaux enregistrés au début des années 2000.

Cette baisse des envois français est principalement due à une forte chute (-60% /2018) de la demande belge, une baisse de la demande chinoise (-8%) et par ailleurs, l'arrêt des exportations vers l'Afrique du Sud et le Portugal. En 2019, les importations chinoises de laine ont dans l'ensemble nettement baissé (-24%)

4

LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE



Baisse de la consommation européenne de viande ovine en 2019

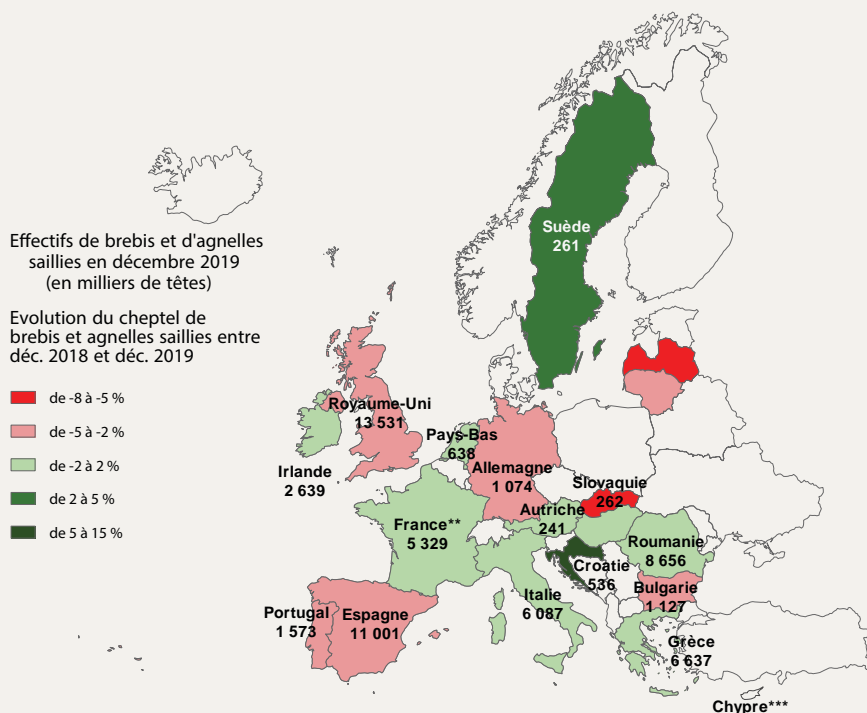
La hausse des abattages et des envois britanniques, boostés par les incertitudes liées au Brexit, sont les principaux responsables de la hausse générale de la production et des expéditions de viande ovine à l'échelle européenne. Néanmoins, la baisse des importations, notamment des approvisionnements en provenance d'Océanie, a été telle que le disponible total (la consommation par bilan) a reculé au sein de l'Union européenne en 2019.

62 millions de têtes

C'est le cheptel de brebis et d'agnelles saillies dans l'Union européenne à 28 en décembre 2019

CHEPTEL 2019

LOCALISATION DES BREBIS ET AGNELLES SAILLIES DANS L'UNION EUROPÉENNE*



D'après nos estimations, le cheptel ovin reproducteur européen aurait diminué de 2% entre fin 2018 et fin 2019, suite au recul des effectifs de brebis et d'agnelles saillies au Royaume-Uni (-553 000 têtes), en Grèce (-138 000 têtes), en Espagne (-391 000 têtes) et en Italie (-101 000 têtes).

* Seuls les cheptels supérieurs à 150 000 têtes sont indiqués ici.

** Suite à la modification de l'échantillon d'exploitations et de la méthodologie de l'enquête cheptel du SSP en 2019, il n'est pas possible de comparer les données de cheptel de 2019 avec celles de 2018 pour la France.

*** Pas de données depuis 2015.

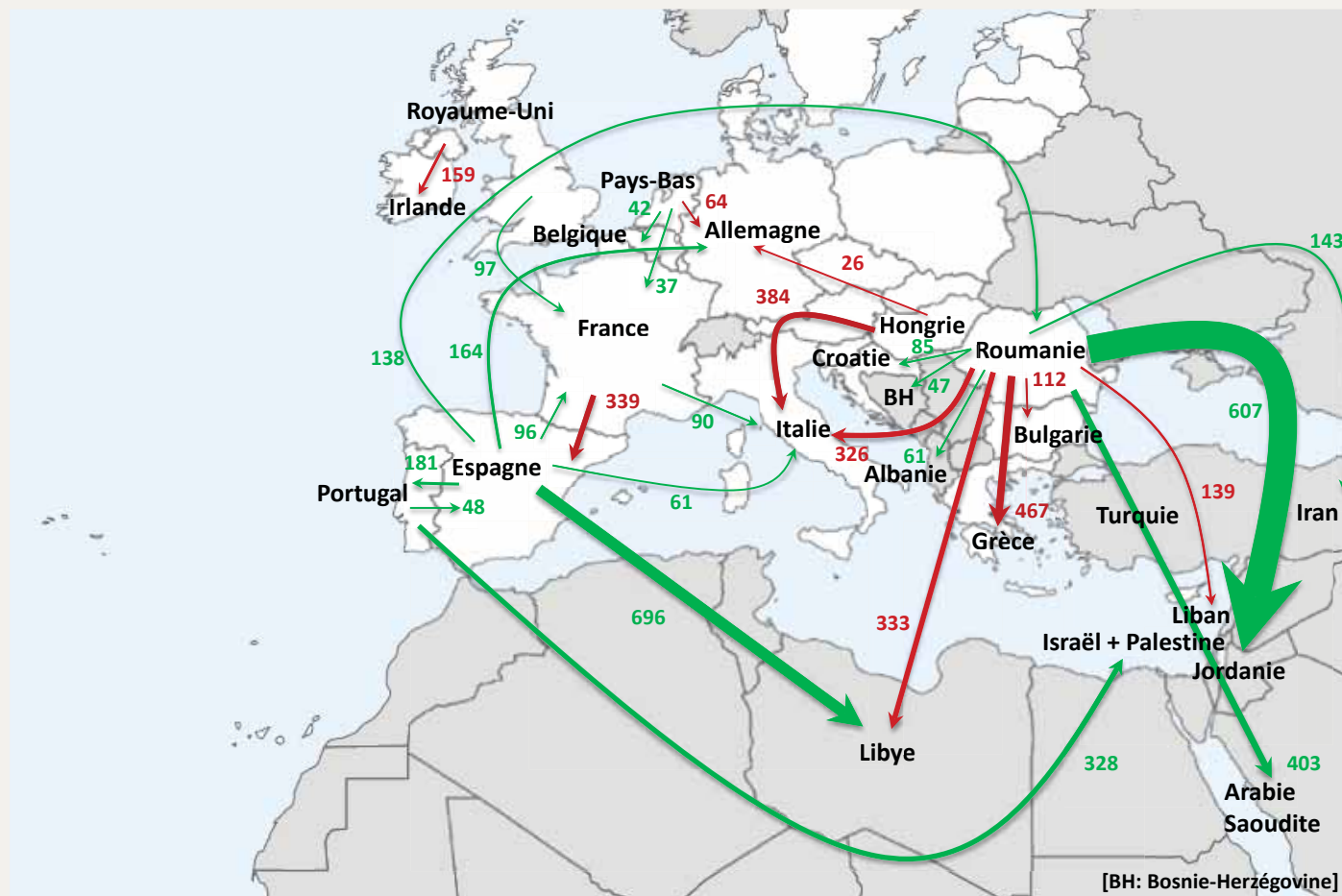
FLUX D'OVINS VIVANTS 2019

PRINCIPAUX FLUX D'OVINS VIVANTS*

Les exportations européennes d'ovins vivants vers les pays tiers, essentiellement du pourtour méditerranéen, ont augmenté en 2019. L'explosion des envois en Arabie Saoudite et l'ouverture du marché iranien expliquent en grande partie cette évolution.

3 millions de têtes

C'est le nombre d'ovins vivants exportés par l'Union européenne vers les pays tiers en 2019.

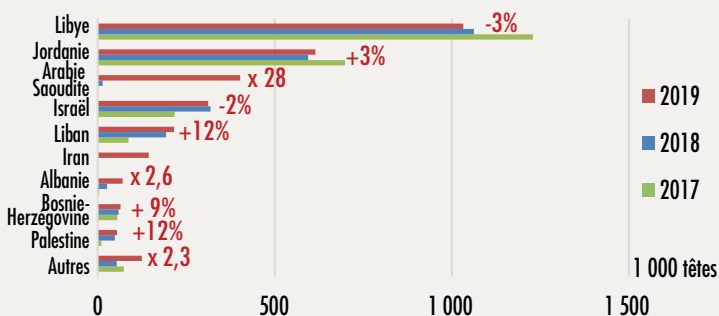


*Milliers d'ovins vivants (agneaux + ovins adultes ; hors reproducteurs) selon les douanes des pays exportateurs. Seuls les flux de plus de 25 000 têtes sont représentés. Les flux en augmentation par rapport à 2018 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS EUROPÉENNES D'OVINS VIVANTS

Exactement comme en 2018, les envois étaient constitués à 63% par des ovins adultes (1,9M de têtes)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Essentiellement due au boom des envois à destination d'Arabie Saoudite (x 28 /2018 à 391 000 têtes) et d'Israël (+21% à 224 000 têtes), les exportations européennes d'ovins adultes vivants ont été en forte expansion, de +29% à 1,9 million de têtes. La chute des expéditions vers la Libye (-25% à 328 000 têtes) et la Jordanie (-14% à 489 000 têtes), déjà entamée en 2018, a perduré et s'est même accentuée, vraisemblablement toujours en lien avec des problèmes de liquidité de certains importateurs. La guerre civile qui a repris en Libye (avril 2019), limite aussi les importations.

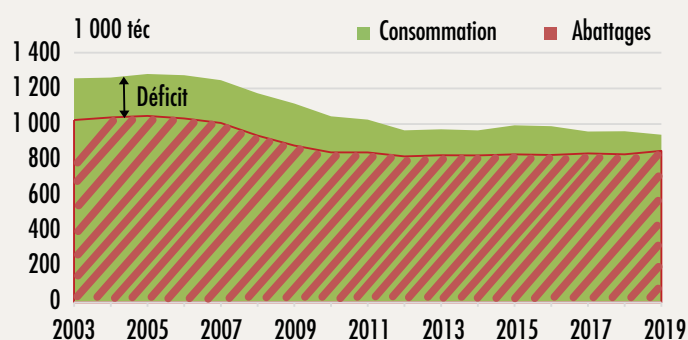
Les exportations européennes d'agneaux vivants ont également bondi, de +26% à 1,1M de têtes, notamment via la forte hausse vers la Jordanie (x 6 à 126 000 têtes), le Liban (x3 à 65 000 têtes) et la Libye (+12% à 705 000 têtes).

Avec 1,8 million d'ovins vivants exportés vers les pays du pourtour méditerranéen en 2019 (+36% /2018), soit 60% des envois européens, la Roumanie confirme sa position de premier exportateur communautaire, devant l'Espagne (+20% /2018 à 762 000 têtes, soit 25% des envois UE) et le Portugal (+19% à 328 000 têtes, soit 11% des envois UE).

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

PRODUCTION ET CONSOMMATION

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE DANS L'UE À 28*



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Agreste

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'UE À 28*

1 000 téc	2016	2017	2018	2019	2019/18
Abattages	826	835	830	850	+2%
Importations de viande	178	153	154	122	-21%
Exportations de viande	16	30	25	32	+29%
Consommation par bilan	988	958	960	940	-2%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et le SSP

Baisse de la consommation, face à un important repli des importations européennes.

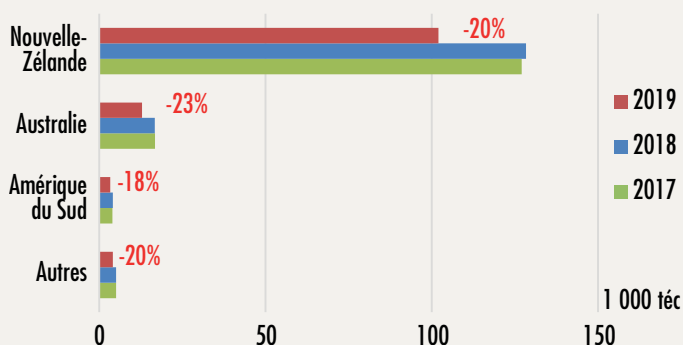
D'après nos estimations, la production européenne de viande ovine aurait augmenté de +2% en 2019 (à 850 000 téc), tirée principalement par la hausse des abattages au Royaume-Uni (+6% /2018 à 307 000 téc, soit +18 300 téc). Conjointement à cette hausse, l'année 2019 a aussi enregistré une forte augmentation des expéditions britanniques (+12% /2018), à l'origine de l'accroissement global des exportations de l'UE. Les importations en provenance des pays tiers ont en revanche reculé (-21% /2018), subissant la baisse des envois néozélandais et australiens vers le continent européen, qui a perduré et s'est même fortement accentuée en 2019. Cette diminution des achats extra-communautaires a été telle que, malgré une hausse de la production, les disponibilités européennes en viande ovine se sont affaiblies (-2%, à 940 000 téc).

Associée à une légère croissance de la population européenne (+0,2% à 514 millions d'habitants), la consommation de viande ovine par habitant s'est ainsi inclinée à 1,8 kg équivalent carcasse. Le taux d'auto-provisionnement européen en viande ovine a par ailleurs augmenté, atteignant 90%.

*La pertinence inégale des chiffres nationaux d'abattage remontés à Eurostat et l'existence d'une part non négligeable d'abattages hors abattoirs dans certains pays rendent difficile le chiffrage de la production européenne de viande ovine. Les données présentées ici sont donc des estimations (abattages redressées pour la plupart des pays européens, à l'exception de la France) qui pourront être soumises à révision à l'avenir.

IMPORTATIONS 2019

IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

122 400 téc

C'est le volume de viande ovine importé par l'UE à 28 en provenance des pays tiers en 2019.

Après un léger rebond en 2018, les achats européens de viande ovine ont de nouveau fortement rechuté en 2019 (-21%, soit - 32 000 téc /2018).

Avec toujours 83% des volumes, malgré une nette baisse des envois vers l'UE (102 000 téc, soit -21% /2018), la **Nouvelle-Zélande** reste de loin le 1^{er} fournisseur de l'Union européenne, devant l'**Australie** (-23%/2018 à 13 000 téc) et l'**Amérique du Sud** (-18% à 3 000 téc).

Les prix mondiaux sont restés élevés en raison de la demande asiatique qui s'est maintenue en 2019 : la valeur moyenne des viandes importées était supérieure de 1% à son niveau de 2018, à 6,8 €/kg équivalent carcasse en moyenne. Ces viandes étaient à 37% congelées avec os, à 27% congelées désossées, à 25% « chilled » avec os et à 11% « chilled » désossées.

ÉCHANGES DE VIANDE OVINE EN 2019

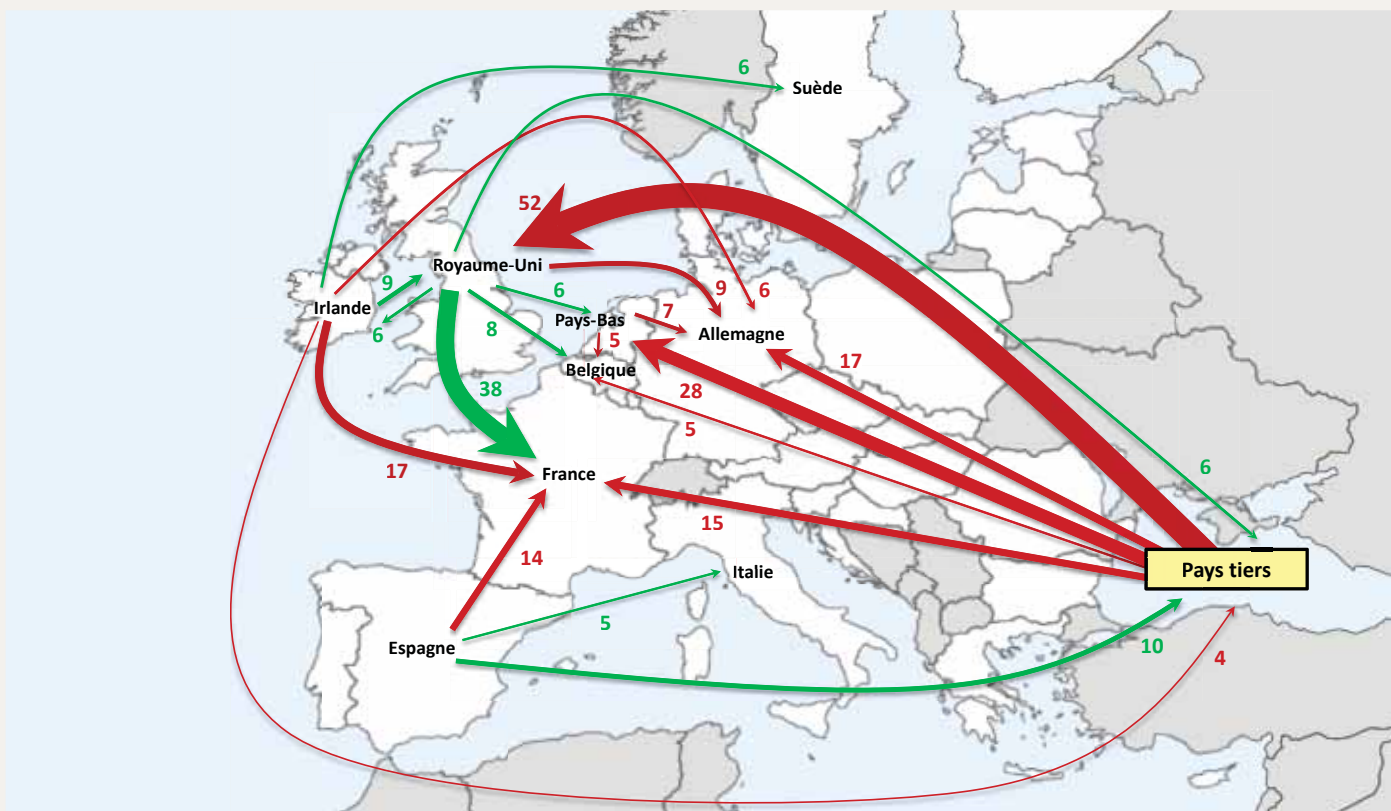
LES FLUX* DE VIANDE OVINE DANS L'UE EN 2019

En 2019, les arrivées de viande ovine océanique au sein de l'Union européenne ont globalement chuté, en provenance d'Australie comme de Nouvelle-Zélande. Elles ont diminué pour les principaux importateurs européens : Royaume-Uni, Allemagne, Belgique et France. Les achats néerlandais ont reculé en provenance de Nouvelle-Zélande mais progressé en provenance d'Australie.

Après une baisse en 2018, les exportations européennes de viande ovine sont par ailleurs reparties à la hausse. La progression des envois vers divers pays du Moyen-Orient a en effet compensé la chute des expéditions vers Hong-Kong (-33% à 3 100 téc) et les Émirats Arabes Unis (-23% à 1 500 téc).

+28%

C'est la hausse des exportations européennes de viande ovine vers les pays tiers en 2019, à 32 000 téc.



* Volumes reçus en tonnes équivalent carcasse par les pays importateurs + volumes exportés par les pays européens vers les pays tiers. Seuls les flux de plus de 4 000 téc sont représentés. Les flux en augmentation par rapport à 2018 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB - Institut de l'élevage d'après les Douanes françaises et Eurostat

CONTINGENTS TARIFAIRES D'IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE

Le contingent européen global d'importations de viande ovine n'a été rempli qu'à 47% en 2019.

	2017		2018		2019	
	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé
NZ	228 254	62%	228 389	62%	228 254	50%
Argentine	23 000	3%	23 000	7%	23 000	7%
Australie	19 186	99%	19 186	100%	19 186	79%
Chili	7 800	26%	8 000	27%	8 200	18%
Uruguay	5 800	31%	5 800	13%	5 800	10%
Autres	2 962	86%	3 229	47%	3 229	5%
TOTAL	286 802	69%	287 002	59%	167 954	47%

Les accords du GATT stipulent un coefficient carcasse de 1,67 pour les viandes désossées pour calculer le remplissage des contingents tarifaires.

Dans le reste du rapport, nous utilisons un coefficient carcasse de 1,3 pour les viandes désossées.

Les exportations de viande ovine des pays tiers vers l'Union européenne se limitent aux contingents annuels négociés lors de l'Accord agricole du GATT (OMC aujourd'hui) en 1994. Ces envois bénéficient d'une exonération totale de droits de douane (12,8% + 90,2-311,8 €/100 kg net hors contingents).

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la Commission européenne

En 2019, le contingent attribué à la **Nouvelle-Zélande** (79% du contingent global) n'a été rempli qu'à 50%, soit 12% de moins qu'en 2017 et 2018 !

De même, le contingent attribué aux **pays sud-américains** (13% du contingent global pour l'Argentine, l'Uruguay et le Chili) n'a été utilisé qu'à 10% (contre 12% en 2018).

Même le quota **australien** (7% du contingent global), assez limité, n'a été rempli qu'à 79% (contre 100% en 2017 et 2018).

Au total, 152 540 téc du contingent européen global n'ont pas été réclamées par les opérateurs en 2019, dont 114 500 téc du contingent néozélandais...



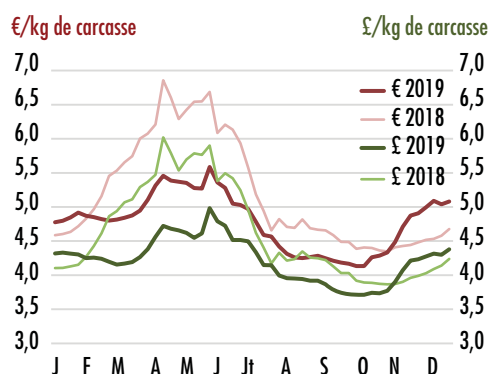
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE ROYAUME-UNI



DONNÉES REPÈRES (2019)

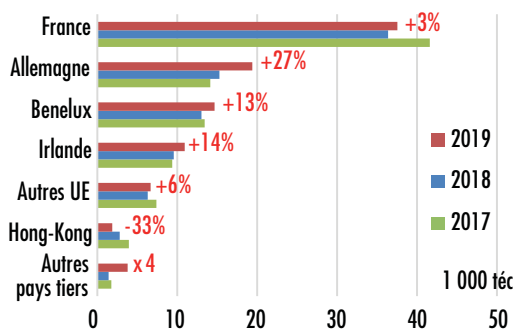
- Cheptel : 13,5 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 4,2 kg éc/habitant
- Part des importations de viande ovine dans la consommation : 24%
- Part de la production exportée : 31%

COTATION DE L'AGNEAU LOURD AU ROYAUME-UNI



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la Commission européenne et AHDB Beef & Lamb

EXPORTATIONS BRITANNIQUES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DU ROYAUME-UNI

1000 téc	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2019/18
Abattages	298	302	290	299	289	307	+6%
Importations de viande ovine	98	99	97	83	81	67	-18%
Exportations de viande ovine	104	81	79	92	85	95	+12%
Consommation par bilan	291	320	308	290	285	279	-2%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AHDB Beef & Lamb et Eurostat

L'incertitude entourant le Brexit a dominé une bonne partie de l'année 2019.

Insufflée par la peur d'un Brexit dur, la production nationale s'est accrue

En 2019, la hausse des abattages associée à l'augmentation des poids des carcasses, grâce à de bonnes conditions de finition pendant l'été, a permis d'accroître la production intérieure, malgré des agnelages en retrait en début d'année. En automne, les fortes pluies ont cependant ralenti la finition et le nombre d'agneaux abattus précocement était plus élevé. Les abattages d'agneaux ont commencé à croître significativement à partir d'avril, suite au nouveau rejet de l'accord par le Parlement britannique. Ils ont totalisé 13,2 millions de têtes sur l'ensemble de l'année (+3% /2018). Les abattages d'ovins adultes ont progressé plus nettement, de +6% /2018, à 1,7 million de têtes. Ils ont ainsi entraîné la contraction du cheptel reproducteur d'une année sur l'autre (-4% /déc.2018, à 13,5 millions de brebis et agnelles saillies). La production britannique de viande ovine a finalement augmenté de 6% en 2019, à 306 900 téc.

Des cours pénalisés par un marché encombré

Le cours de l'agneau britannique a subi des baisses records en 2019. Il a en effet reculé en moyenne de 7% /2018, soit de -0,40 €/kg. Face aux inquiétudes d'un Brexit initialement prévu fin 2019, les britanniques ont produit jusqu'à encombrer leur marché et cela a fortement pesé sur le cours de l'agneau. La livre sterling s'est dépréciée entre mai et octobre 2019 (-4,5% face au dollar étatsunien, d'une année sur l'autre) : les investisseurs étrangers étant inquiets d'un potentiel *No Deal*. Tout cela a convergé pour booster la compétitivité prix de l'agneau britannique. La situation ne s'est améliorée qu'en octobre, lorsque qu'un nouveau compromis a été finalement acté par le Parlement britannique pour une sortie effective du Royaume-Uni le 31 janvier 2020.

Effondrement des achats de viande ovine océanienne

La poursuite de la réorientation des exportations océaniques vers la Chine (fièvre porcine africaine), s'est à nouveau traduite par un recul des importations britanniques de viande ovine en 2019 (-18% /2018, à 66 600 téc). Les achats en provenance de Nouvelle-Zélande ont reculé de 23% à 42 200 téc et ceux d'Australie de 24% à 8 000 téc. Les achats en provenance d'Irlande ont par ailleurs progressé, de 21% à 9 300 téc, principalement constitués de viande de réforme pour compenser la baisse des envois néozélandais vers l'UE.

Hausse des exportations de viande ovine, avant le Brexit

Face à une production croissante, les transformateurs ont exporté davantage de viande ovine devenue très concurrentielle : +12%, à 95 000 téc. La hausse a logiquement été moins marquée en valeur (+8% /2018 à 446 millions d'€) avec un agneau valorisé en moyenne à 4,7 €/kg éc (- 3% /2018). Avec une hausse des envois de 3% à 37 500 téc, la France reste de loin le 1^{er} client du Royaume-Uni pour la viande ovine, avec 40% des volumes.

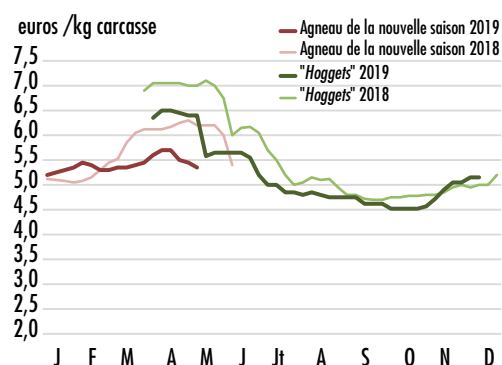


4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE IRLANDE

DONNÉES REPÈRES (2019)

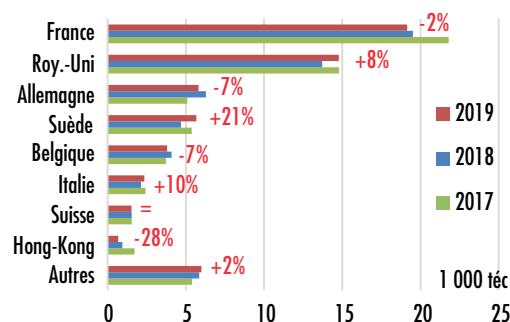
- Cheptel : 2,6 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 2,7 kg éc/habitant
- Part de la production exportée : 91%

COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN IRLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après *Bord Bia*

EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'IRLANDE

1000 téc	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2019/18
Abattages	58	58	61	67	68	66	-3%
Importations de viande ovine	5	5	4	5	5	7	+31%
Exportations de viande ovine	44	47	54	62	59	60	+1%
Disponible*	18	16	11	10	15	13	-11%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

* Le poids important de l'export en Irlande et le mode de calcul de la consommation par bilan (ne prenant pas en compte le stockage en entreprises) peuvent fausser les évolutions de la consommation d'une année sur l'autre. Ces évolutions sont donc à considérer avec prudence.

La production irlandaise au ralenti au 1^{er} semestre, puis durant le Ramadan .

Une production compliquée en 2019

Face à un cheptel particulièrement bas fin 2018 (dû à des problèmes de naissances en début d'année liés au climat), les abattages ont été faibles au 1^{er} semestre 2019. Ils ont de plus subi les blocages d'usines par les éleveurs, mécontents des prix pendant la période du Ramadan. Sur l'année, les abattages d'agneaux ont baissé de -5% /2018 (-109 100 têtes), et ceux des réformes de -32% /2018 (-154 100 têtes). La production irlandaise de viande ovine n'a en somme reculé que de 3,5% /2018, grâce à la légère hausse des poids de carcasse encouragée par des conditions climatiques plutôt favorables. D'après les douanes irlandaises, les importations d'agneaux vifs finis en provenance d'Irlande du Nord ont par ailleurs reculé de 22% /2018 (à 15 000 têtes).

Le cheptel ovin irlandais a été enregistré en légère hausse fin 2019 (2,6 M de brebis et agnelles saillies, soit +1% /2018), mais reste relativement bas par rapport au pic de 2017.

La viande ovine britannique, plus compétitive, a écarté l'Irlande de ses principaux marchés cibles

Les exportations de viande ovine ont augmenté de 2% à 59 800 téc malgré la baisse des disponibilités (abattages + importations). Les importations de viande ovine, très faibles, ont toutefois bondi (+31% /2018 à 6 900 téc).

La concurrence britannique a pesé sur les envois à destination de la France (-2% à 19 200 téc), tandis que ceux de viande d'ovins adultes vers le Royaume-Uni ont progressé (+8%, à 14 800 téc), pour parer la baisse des envois néo-zélandais. Les expéditions ont chuté vers l'Allemagne (-7% à 5 800 téc), tandis que les envois vers la Suède ont fortement augmenté (+21% à 5 700 téc).

Ces exportations étaient constituées à 46% de viandes réfrigérées avec os (contre 49% en 2018), à 30% de viandes réfrigérées désossées (28% en 2018), à 16% de viandes congelées désossées (17% en 2018) et à 8% de viandes congelées avec os. À 5,1 €/kg éc en moyenne, leur valeur unitaire était en baisse de 2% par rapport à l'année précédente, fragilisée notamment par la situation au Royaume-Uni.

Des cours à de bas niveaux

En 2019, la cotation de l'agneau irlandais a été fortement impactée par la baisse des cours chez ses principaux clients, à savoir le Royaume-Uni et la France. Dès le mois de février, les cours sont restés sous leurs niveaux de 2018.

Le manque de disponibilités, résultant des baisses d'abattages, a toutefois évité l'effondrement des cours des « hoggets » (agneaux de la saison précédente) et des agneaux de la nouvelle saison, en début d'année. À 5,41 €/kg de carcasse en moyenne sur 2019, le cours moyen du « hogget » a ainsi chuté de 5% par rapport à sa valeur de 2018, tandis que la cotation moyenne des agneaux de la nouvelle saison a perdu 7%, à 5,19 €/kg de carcasse.

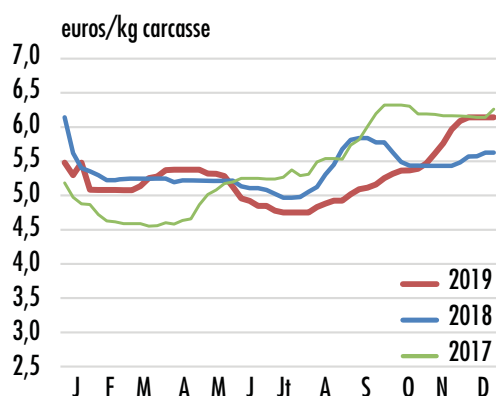
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE ESPAGNE



DONNÉES REPÈRES (2019)

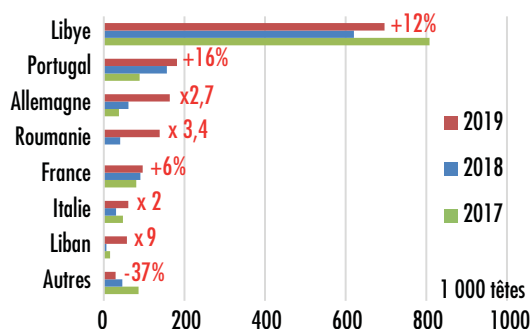
- Cheptel : 11 millions de brebis et d'agnelles saillies
- Consommation : 1,7 kg éc/habitant
- Part des exportations (viande ovine) dans la production : 38%
- Exportations d'ovins vivants : 1,4 million de têtes soit 13% des sorties des exploitations ovines

COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN ESPAGNE



Source : GEB Institut de l'Élevage, d'après la Commission Européenne

EXPORTATIONS ESPAGNOLES D'OVINS VIVANTS*



* Chiffres d'exportations depuis l'Espagne pouvant différer de ceux publiés dans les douanes des pays importateurs.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'ESPAGNE

1000 téc	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2019/18
Abattages	114	116	117	115	120	117	-3%
Importations de viande ovine	8	9	9	8	8	8	-8%
Exportations de viande ovine	34	32	35	37	41	44	+7%
Consommation par bilan	88	93	92	86	87	80	-8%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Les expéditions espagnoles ont été très dynamiques en 2019.

Explosion des envois d'ovins vivants, vers les pays tiers comme au sein de l'UE

À 1,4 million de têtes en 2019, les exportations espagnoles d'ovins vivants, constituées essentiellement d'agneaux, ont bondi de 44% par rapport à 2018. Le fort développement des expéditions intra-communautaires, et plus particulièrement vers l'Allemagne (x2,5 /2018 à 164 000 têtes) et la Roumanie (x3,5, à 138 000 têtes), expliquent cette évolution. On enregistre aussi une hausse des envois vers le Portugal (+16%), la France (+6%) et vers l'Italie (x2). Pour autant, les pays tiers ne sont pas mis de côté, puisqu'on enregistre une progression de 20% vers ces derniers, et notamment vers la Libye (+12%), 1^{er} client de l'Espagne en ovins vifs. La progression des ventes vers le Liban est considérable (x9, à 57 000 têtes).

Les importations espagnoles d'ovins vivants, constituées à 73% d'agneaux de lait issus des bassins laitiers français, ont aussi augmenté : +8%, à 288 000 têtes.

Baisse des abattages d'agneaux

Avec un cheptel reproducteur en léger recul fin 2018 et un tel bond de l'excédent commercial d'ovins vifs en 2019, la production espagnole a logiquement ralenti (-2% /2018, soit -2 000 téc). Les abattages d'agneaux ont marqué un recul de 5% (-500 000 têtes) tandis que les réformes étaient en légère hausse (+2%, soit +17 000 têtes). Ainsi, le cheptel d'agnelles et brebis saillies a de nouveau reculé, de -3,5% /2018 à 11 M de têtes fin 2019.

Tandis que le poids carcasse moyen des ovins adultes était en baisse (à 22,0 kg), les carcasses d'agneaux se sont alourdies (+3% à 11,4 kg en moyenne), expliquant une moindre baisse de la production abattue en volume qu'en effectifs.

Des cours en légère baisse

La baisse des abattages d'agneaux n'a pas redressé les cours espagnols en 2019. À 5,27 €/kg de carcasse en moyenne, la cotation de l'agneau lourd espagnol a ainsi diminué de 1% par rapport à son niveau de 2018, essentiellement de mai à octobre.

Bond des exportations de viande ovine

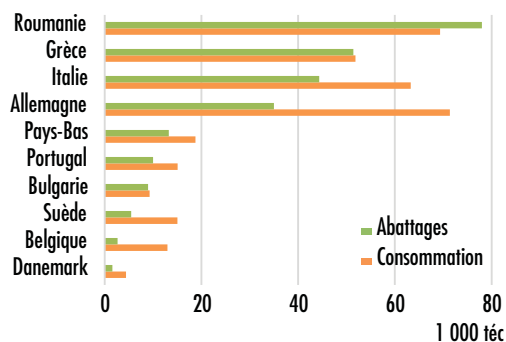
Bien que les disponibilités en viande ovine aient reculé, via une baisse notable des importations (-8% /2018 à 7 600 téc) et des abattages restreints, les exportations de viande ovine espagnole ont progressé de 7% entre 2018 et 2019, à 44 000 téc. La consommation, calculée par bilan, a ainsi nettement fléchi : -8% à 80 000 téc. Les envois se sont fortement développés vers certains pays du Proche et du Moyen-Orient, comme le Koweït (+79%, à 1 400 téc), Bahreïn (x3,5, à 870 téc) ou encore Israël (+78%, à 670 téc) ; mais aussi vers le Qatar (x2,5, à 1 400 téc) ou encore des pays de l'UE tels que le Portugal (+10%, à 1 850 téc), l'Italie (+7%, à 5 600 téc) et la Grèce (+71%, à 430 téc). Cela a notamment permis de contrebalancer la baisse des expéditions de viande ovine espagnole vers le Royaume-Uni (-20%, à 2 000 téc) et Hong-Kong (-45%, à 350 téc).

Les envois étaient constitués à 52% de viandes réfrigérées avec os (contre 55% en 2018), à 24% de viandes congelées avec os (25% en 2018) et à 24% de viandes congelées désossées (26% en 2018). Leur valeur unitaire n'a pas changé par rapport à 2018, à 4,1 €/kg éc.

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE LES AUTRES PAYS DE L'UE

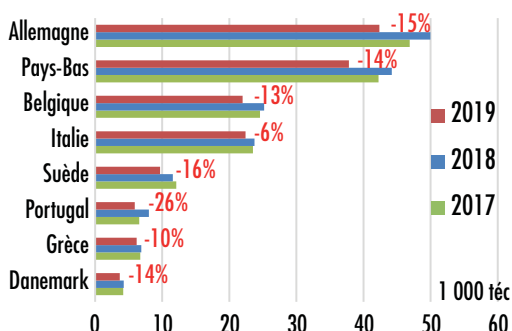


PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE EN 2019



Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

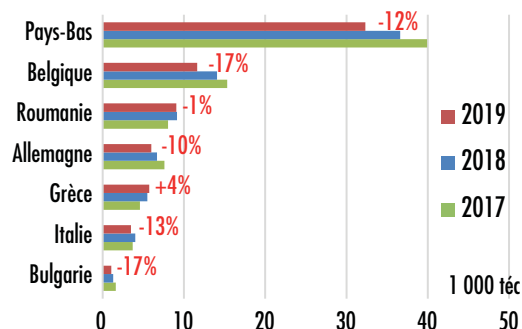
IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Nord de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Suède)

Consommations en net retrait

Ces cinq pays d'Europe du Nord représentaient 7% des abattages et 13% de la consommation européenne de viande ovine en 2019. Déficitaires en viande ovine, ils dépendent en partie des importations pour satisfaire leur consommation intérieure. Les Pays-Bas, la Belgique, et dans une moindre mesure l'Allemagne, sont en outre d'importantes plateformes d'échanges qui réexpédient une partie des volumes importés vers d'autres destinations européennes. Les consommations par habitant y sont relativement réduites (1,5 kg équivalent carcasse par habitant en Suède, 1,1 kg éc en Belgique, 1,1 kg éc aux Pays-Bas, 0,8 kg éc au Danemark et 0,9 kg éc en Allemagne).

En 2019, les abattages ont augmenté en Allemagne (+3% à 35 000 téc) et aux Pays-Bas (+12% à 13 000 téc). Ils étaient en revanche réduits en Belgique (-3% à 2 700 téc) et en Suède (-9% à 5 500 téc). Au Danemark, ils étaient stables d'une année sur l'autre, à 1 600 téc.

Tous ces pays enregistrent en 2019 une baisse notable des importations de viande ovine venant peser sur la consommation : consommations allemande (-8% à 71 400 téc), néerlandaise (-4% à 18 800 téc), belge (-7% à 13 000 téc), suédoise (-14% à 15 000 téc) et danoise (-11% à 4 400 téc). Le recul des envois néozélandais vers l'Europe au profit de la Chine explique principalement ces évolutions. Tous enregistrent également une baisse des expéditions de viande ovine, mais les faibles volumes engagés ne permettent pas d'abonder significativement la consommation.

Sud de l'Union européenne (Bulgarie, Portugal, Italie, Grèce, Roumanie)

Recul de la production en Italie

Ces cinq pays d'Europe du Sud représentaient 23% des abattages et 22% de la consommation de viande ovine de l'UE en 2019. La viande y est issue de cheptels à dominante laitière et la consommation porte essentiellement sur des agneaux légers. Alors que la consommation par habitant est relativement élevée en Grèce (4,8 kg éc) et en Roumanie (3,6 kg éc), elle est plus faible au Portugal (1,5 kg éc), en Italie (1,0 kg éc) et en Bulgarie (1,3 kg éc).

En 2019, seule l'Italie n'a pas vu sa production nationale augmenter (-9%, à 44 300 téc). Ses importations de viande ovine ont également chuté (-6%), provoquant la diminution de sa consommation intérieure (-7%, à 63 300 téc).

Les autres pays ont donc profité d'une hausse des abattages, qui a soutenu ou non leur consommation intérieure : Bulgarie et Roumanie ont ainsi enregistré des hausses de consommation de respectivement +16% (à 9 300 téc) et +9% (à 69 400 téc). En Bulgarie, le bond des importations (+60%, à 1 400 téc) a aussi soutenu le disponible national, tandis que la Roumanie a légèrement baissé ses expéditions de viande ovine (-1%, à 9 100 téc).

Au Portugal, la forte baisse des importations de viande ovine (-24%, à 5 900 téc) a engendré un repli de la consommation (-7%, à 15 100 téc), malgré une production haussière. Enfin, en Grèce, la légère hausse de la production (+2%) a été contrebalancée par un recul des importations et une hausse des envois : la consommation par bilan était stable d'une année sur l'autre, à 51 900 téc.



5

LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE



Malgré la baisse des exportations océaniques, les envois vers la Chine progressent

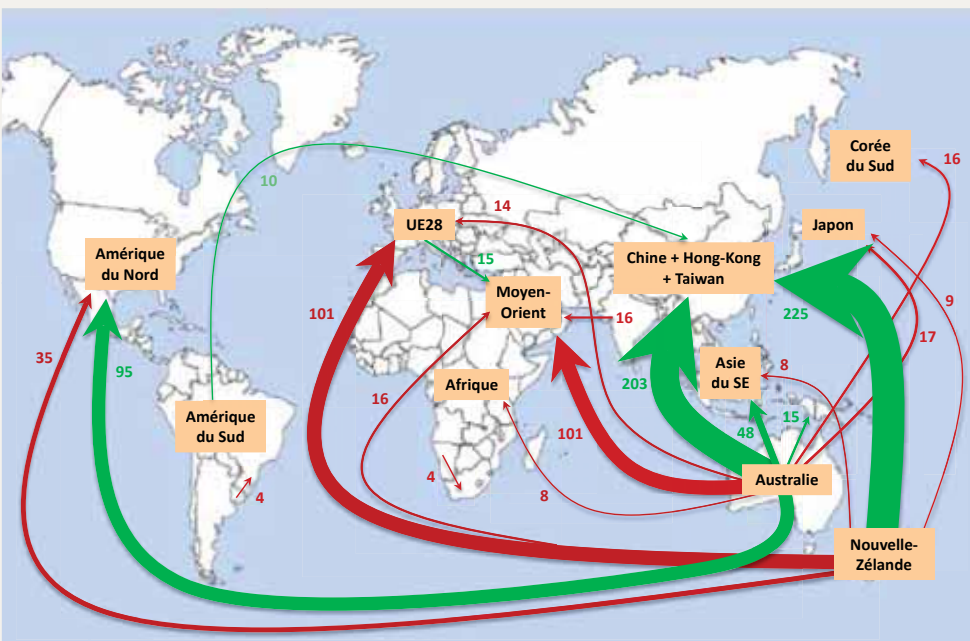
Malgré des expéditions australiennes exceptionnellement élevées, résultante d'un climat chaotique, les exportations océaniques étaient globalement en recul en 2019. La concentration des exportations néozélandaises vers la Chine s'est accentuée, de nouveau au détriment des exportations vers l'Union européenne.

ÉCHANGES 2019

LES FLUX MONDIAUX DE VIANDE OVINE EN 2019 (1 000 TÉC*)

+23%

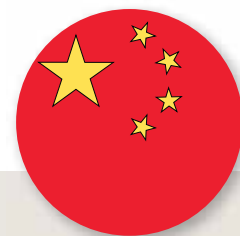
C'est la hausse des importations chinoises de viande ovine en 2019.



La baisse de la production en Nouvelle-Zélande et en Australie a conduit à un fort recul des exportations océaniques de viande ovine en 2019 (889 000 téc au total, soit -152 500 téc /2018). Les deux leaders du marché ont néanmoins augmenté leurs envois vers la Chine, dont la demande en protéines animales s'est maintenue, au détriment des autres débouchés tels que l'Union européenne ou encore le Moyen-Orient. Face à une demande croissante et un resserrement de l'offre mondiale, les prix de la viande ovine ont flambé en Océanie.

* Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées.
Flux 2019 > 4 000 téc, au départ des principaux pays exportateurs.
Les flux en augmentation par rapport à 2018 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics, Trade Map et Eurostat.
Cartographie Cartes & Données - © Artique



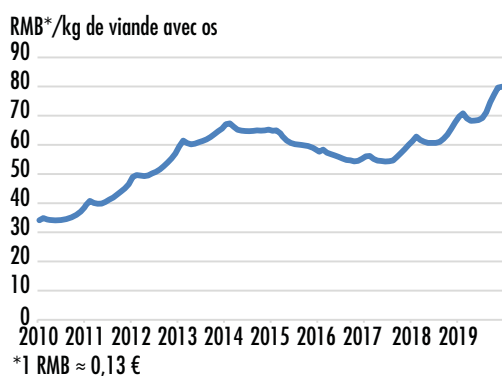
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

CHINE

DONNÉES REPÈRES (2019)

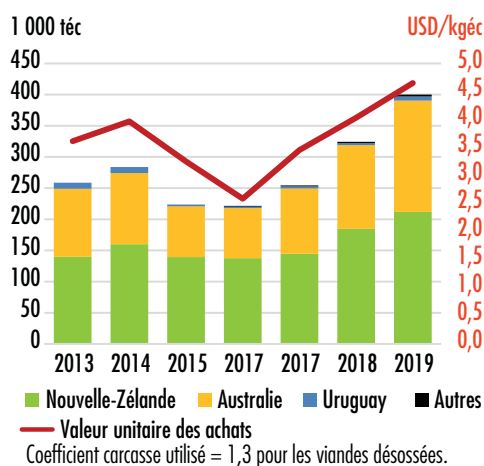
- Cheptel : 164 millions de têtes en 2018
- Production : 2,5 millions de téc
- Consommation de viande ovine : ≈ 1,9 kg éc/habitant

PRIX DE GROS DE LA VIANDE OVINE EN CHINE



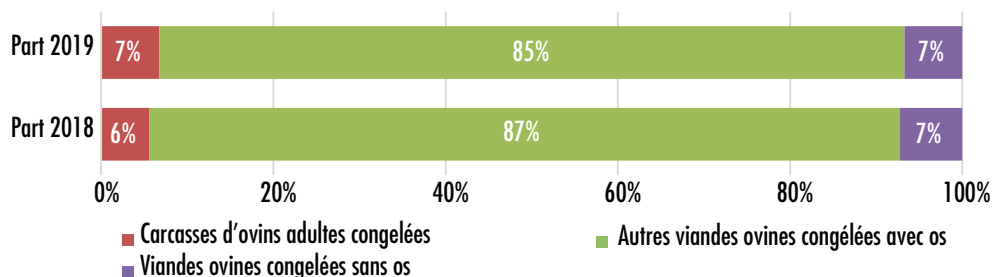
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le Ministère chinois de l'agriculture

IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map et les douanes chinoises

COMPOSITION DES IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map et les douanes chinoises

Les importations chinoises de viande ovine ont atteint de nouveaux sommets en 2019, avec, une fois de plus, un bond des achats en provenance d'Australie et de Nouvelle-Zélande, malgré une offre mondiale de plus en plus restreinte.

Hausse de la production en 2019

En 2019, la production de viande de petits ruminants (ovine + caprine) aurait augmenté de +2,6% /2018, d'après le Bureau National des Statistiques Chinoises. Malgré l'augmentation des coûts de production, consécutive à la mise en place de contraintes croissantes sur le pâturage (de nombreux parcours étant dégradés par le surpâturage, en particulier en Mongolie intérieure) depuis 2016, la production nationale est tirée par la demande intérieure toujours vigoureuse.

Les prix de la viande ovine ne cessent de grimper sur le marché intérieur

Comme les années précédentes, cette augmentation des abattages n'a pas suffi à satisfaire la forte hausse de la demande chinoise, dopée par l'accroissement de la population (≈+5 millions d'habitants entre 2018 et 2019) et la progression tendancielle de la consommation de viande ovine par habitant. De plus, l'épidémie de fièvre porcine africaine a favorisé des reports de consommation du porc vers les autres viandes, dont la viande ovine. La forte demande chinoise a de nouveau fait bondir les prix de la viande ovine sur le marché intérieur, pour la 3^{ème} année consécutive. Comme les années précédentes, le sommet a été atteint en décembre, à 79,9 RMB /kg (≈10,3 €), soit +18% / 2018.

Les importations de viande ovine ont continué de croître

Le manque de disponibilités sur le marché intérieur s'est traduit par un nouveau bond des importations officielles chinoises de viande ovine¹, en volume (+23% /2018, à 400 000 téc) et encore davantage en valeur (+42%, à 1,7 milliard d'euros), grâce à la hausse de la valeur unitaire des achats qui s'est accentuée en 2019 (+22% à 4,15 €/kg éc). La Chine a ainsi de nouveau conforté sa place de 1^{er} importateur mondial de viande ovine.

La Nouvelle-Zélande et l'Australie restent ses deux principaux fournisseurs, à respectivement 212 000 téc (+15%, soit +27 000 téc /2018) et 178 500 téc (+33%, soit +44 000 téc). La Nouvelle-Zélande a perdu 4% de parts de marché (pdm), à 53% en 2019, possiblement pris par l'Australie, avec 45% des pdm contre 41% l'an passé. Bien que représentant des volumes beaucoup plus modestes, les importations ont bondi depuis l'Uruguay (+89% /2018 à 6 500 téc) et le Chili (+57% à 3 000 téc). Ces hausses de plus en plus importantes des achats chinois soulignent le déficit global en protéines animales. La viande congelée avec os constitue toujours l'essentiel des volumes (91%), suivie par la viande congelée désossée (6%). Bien que les importations de viande ovine sous forme réfrigérée restent très limitées (1 400 téc au total en 2019), elles ont toutefois doublé en un an. Début 2020, seules l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont autorisées à exporter cette viande « chilled » sur le marché chinois.

¹ À ce jour, seuls la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Uruguay, le Chili (depuis janvier 2015) et la Mongolie (depuis janvier 2016), peuvent officiellement exporter de la viande ovine congelée vers la Chine, mais il existe également des flux « non officiels » via Hong-Kong, en provenance de pays ne bénéficiant pas de l'agrément sur le Continent.

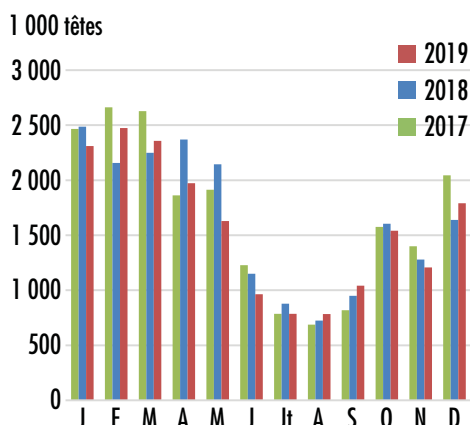
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE NOUVELLE-ZÉLANDE



DONNÉES REPÈRES (2019)

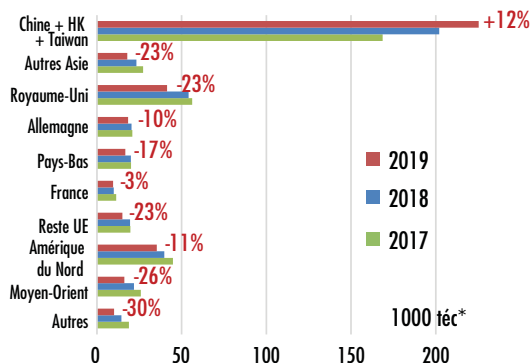
- Cheptel : 26,7 millions de brebis et agnelles mises à la reproduction (juin 2019)
- Production de viande ovine : 448 900 téc
- Part de la production exportée : 97%

ABATTAGES D'AGNEAUX EN NOUVELLE-ZÉLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

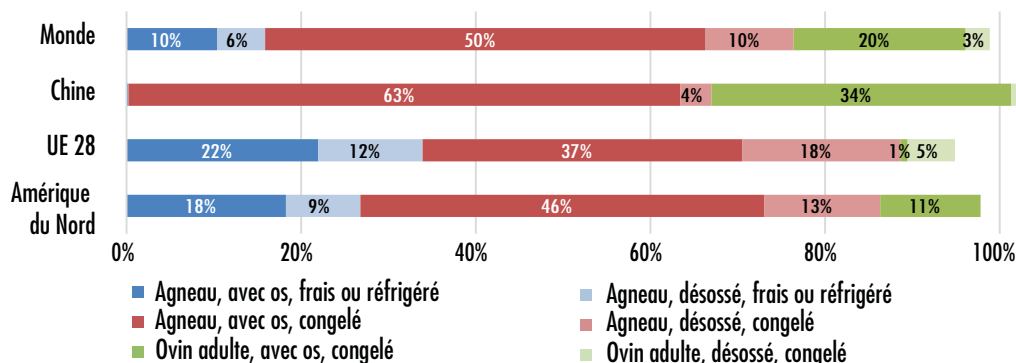
EXPORTATIONS NÉO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

COMPOSITION DES EXPORTATIONS NÉO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE EN 2019 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

Alors que sa production de viande ovine était de nouveau en baisse par rapport à l'année précédente, la Nouvelle-Zélande a encore accru la part de son débouché pour l'export en 2019, toujours dans le but de profiter de la progression de la demande et des prix chinois.

La baisse des sorties d'agneaux et d'ovins adultes s'accroît

Le cheptel reproducteur néo-zélandais poursuit son déclin (-2%/2018 à 18,8 millions en juin 2019, après -3%/2017 à 19,1 millions de brebis et agnelles en juin 2018), limitant les naissances d'agneaux pour les campagnes¹ 2018-19 et 2019-20, même si les bonnes conditions climatiques lors de la mise à la reproduction des brebis ont permis une stabilité de la productivité numérique.

À 18,9 millions de têtes au total sur l'année 2019, les abattages néo-zélandais d'agneaux ont ainsi reculé de 4% par rapport à 2018. Suite à la nette contraction du cheptel reproducteur ainsi qu'aux bonnes perspectives de marché, les abattages d'ovins adultes se sont repliés de façon plus importante, de -14%/2018, à 3,3 millions de têtes, indiquant une possible recapitalisation.

Comme l'an passé, les bonnes conditions fourragères et les prix à la production record, boostés par une offre restreinte face à une demande internationale croissante, ont incité les éleveurs à alourdir leurs agneaux finis (+2% à 19,2 kgéc pour les agneaux ; +2% à 26,4 kg pour les ovins adultes), limitant à 4% la baisse de la production néo-zélandaise de viande ovine (à 448 900 téc).

Des exportations limitées par une offre en retrait

L'affaiblissement du dollar néo-zélandais et surtout la demande croissante de la Chine ont largement accru les envois vers ce débouché aujourd'hui privilégié par la filière ovine néo-zélandaise.

Ainsi, la Nouvelle-Zélande a de nouveau accru la part de sa production exportée (de 87% en 2017 à 91% en 2018, puis à 97% en 2019), si bien que l'utilisation intérieure a reculé. Les exportations néo-zélandaises de viande ovine ont régressé de 5% par rapport à l'année précédente, à 433 300 téc, en lien avec la baisse de la production nationale, malgré cette hausse de la part exportée ainsi que la probable utilisation d'une partie des stocks. La valeur unitaire des envois a continué de progresser, en devise européenne (+8%, à 5,28 €/kg éc), comme en dollar néo-zélandais (+8% à 9,0 NZ\$/kg éc) soutenue notamment par l'envolée des prix sur le marché chinois.

Les envois ont ainsi bondi vers la Chine (+14% à 218 000 téc), qui conforte sa place de 1^{er} client en volume pour la viande ovine néo-zélandaise. En conséquence, avec une offre toujours plus réduite, les exportations ont en revanche vivement reculé vers les autres destinations : -18% vers l'Union européenne à 115 500 téc (dont -24% vers le Royaume-Uni et -4% vers la France), -10% vers les États-Unis (à 26 600 téc) et -21% vers le Moyen-Orient (à 17 800 téc).

Avec la hausse des expéditions vers la Chine, la part de viande ovine exportée sous forme congelée avec os est restée élevée : 68% du total (-2 points/2018). Le reste des expéditions était constitué de 16% de viande congelée désossée (+3 pts), de 9% de viande « chilled » avec os (-3 pts) et de 7% de viande « chilled » désossée. La viande d'agneau représentait 77% des volumes expédiés en 2019, comme en 2018.

¹ Campagne ovine néo-zélandaise : octobre à septembre.

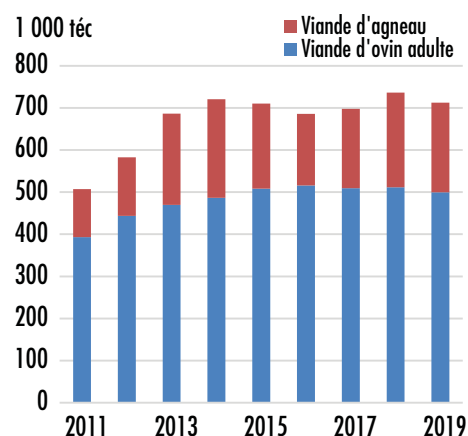


5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE AUSTRALIE

DONNÉES REPÈRES (2019)

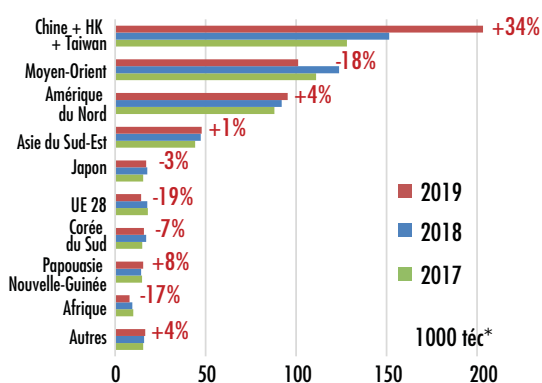
- Cheptel : 66 millions d'ovins (juin 2019)
- Exportations d'ovins vivants : 1,1 million de têtes
- Production de viande ovine : 712 700 téc
- Part de la production exportée : 75%

PRODUCTION DE VIANDE OVINE EN AUSTRALIE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ABS

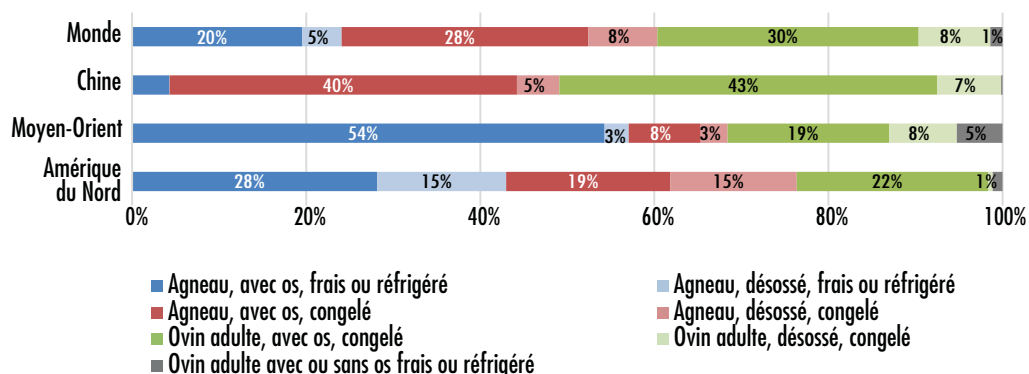
EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

COMPOSITION DES EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE EN 2019 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

En 2019, l'Australie a de nouveau été frappée par une sévère sécheresse suivie d'incendies sans précédents. Malgré la baisse de l'offre due à un cheptel très diminué, les exportations de viande ont progressé.

La baisse des exports d'ovins vivants a perduré

Conséquence de divers antécédents liés au non-respect du bien-être animal et d'une préoccupation croissante des citoyens australiens à cet égard, l'Australie a interdit le transport d'ovins vivants entre juin 2019 et le 22 septembre suivant, correspondant à la période estivale dans l'hémisphère Nord. Bien qu'en 2018 les envois d'ovins vifs aient été arrêtés plusieurs mois, ceux-ci ont encore baissé en 2019 : -12% /2018, à 1,1 M de têtes. Cependant, les exportations australiennes d'ovins vivants (moutons Mérinos ayant déjà fait plusieurs campagnes lainières) vers le Moyen-Orient ont par ailleurs augmenté de 8% sur l'ensemble de 2019, à 1,0 M de têtes. La baisse des envois vers la Russie (-27%, à 11 700 téc) explique notamment le recul global des envois de vifs australiens.

Une production impactée par le fort recul des abattages d'agneaux

Les années se suivent et les sécheresses s'accroissent en Australie. En 2019, la sécheresse, associée à des feux de brousses plus précoces et violents que d'ordinaires, a été la plus dévastatrice enregistrée depuis un siècle : près de 70 000 ovins ont péri dans ces incendies, selon les autorités gouvernementales (80% d'entre eux sur Kangaroo Island).

Le cheptel a encore décliné, à 66 millions de têtes, soit moitié moins qu'en 2000. Malgré le besoin pour les éleveurs australiens d'ajuster leurs troupeaux, face au manque d'eau et aux pâturages dégradés, l'état affaibli du cheptel en 2019 n'a pas permis une nouvelle hausse de la production de viande ovine. Les abattages d'agneaux ont en effet chuté de 6% (à 21,4 M de têtes) et ceux d'ovins adultes de 7% (à 8,8 M de têtes). La complémentation à base de céréales, compte-tenu du manque de fourrages et de l'incitation économique à alourdir, a par ailleurs conduit à une hausse des poids moyens de carcasses des agneaux (+0,9kg /2018) comme des réformes (+0,5kg /2018). Ceci a légèrement contrebalancé la baisse prononcée des effectifs abattus : la production de viande ovine s'est repliée de 3% d'une année sur l'autre, à 712 700 téc. Le prix des agneaux (*National Trade Lamb Indicator*), résultant d'une offre restreinte face à une forte demande mondiale, a bondi de 12% /2018, à 7,6 AU\$/kg.

Progrès des exportations de viande ovine malgré une offre restreinte

Malgré des disponibilités diminuées, le dynamisme de la demande mondiale et la nouvelle dévaluation du dollar australien ont dopé les exportations australiennes de viande ovine en 2019 : +6%, à 534 800 téc. L'Australie a ainsi augmenté la part de sa production exportée, de 69% en 2018 à 75% en 2019.

L'Australie a privilégié les exportations vers la Chine (+40% à 190 500 téc) et les États-Unis (+3% à 82 300 téc), débouchés les plus rentables, aux dépens du Moyen-Orient (-18% à 101 150 téc). De même, le contingent européen, pourtant restreint par rapport à celui de la Nouvelle-Zélande, n'a pas été pleinement utilisé (à 79%, contre 100% en 2017 et 2018) aboutissant à la baisse des envois vers l'UE (-19% à 14 300 téc). L'augmentation de la valeur unitaire des envois (+10% à 7,8 AU\$/kg éc, soit environ 4,9 €) a en outre accentué la hausse des exportations en valeur (+16% à 4,2 milliards de AU\$).

6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Les grandes tendances de 2018 se prolongent en 2019

Comme en 2018, les évolutions de revenu sont marquées par des évolutions de revenu très divergentes selon les systèmes. Côté charges, l'inflation s'est poursuivie, même si les hausses les plus importantes ne concernent plus les mêmes postes qu'en 2018. En ovins viande, l'IPAMPA progresse de 2,1%, avec des hausses conséquentes pour les aliments (4,2%), l'électricité (3,9%), etc. Côté produits, 2019 est la dernière année de convergence des aides découplées, dont seuls les systèmes les plus pastoraux restent bénéficiaires. Pour les autres groupes, la baisse des aides s'est cumulée avec celle du prix des agneaux, particulièrement marquée aux 1^{er} et 3^{ème} trimestres. En ce qui concerne la production laitière, la hausse du prix des intrants est encore plus marquée : sur la période septembre-août qui correspond à la campagne laitière, le prix des aliments achetés progresse de plus de 5,5% et l'IPAMPA de 3,6%. Mais cette évolution des charges est en partie compensée par l'augmentation du prix du lait dans la zone Roquefort, à laquelle vient s'ajouter une augmentation de la production laitière pour les élevages des Pyrénées-Atlantiques.

ESTIMATION DES REVENUS 2019

Des évolutions très divergentes selon les systèmes.

Parmi les spécialisés ovins viande, avec la dernière année de convergence des aides découplées, le revenu des pastoraux devrait dépasser la barre des 40 000 €/UMO exploitant. À l'opposé, le revenu par UMO exploitant des spécialisés fourragers passerait sous le seuil des 20 000 € et celui des spécialisés sous le seuil de 15 000 €. Cela équivaut à retrouver des niveaux de revenu antérieurs à la réforme de la PAC de 2014 (fourragers), voire de 2010 (herbagers).

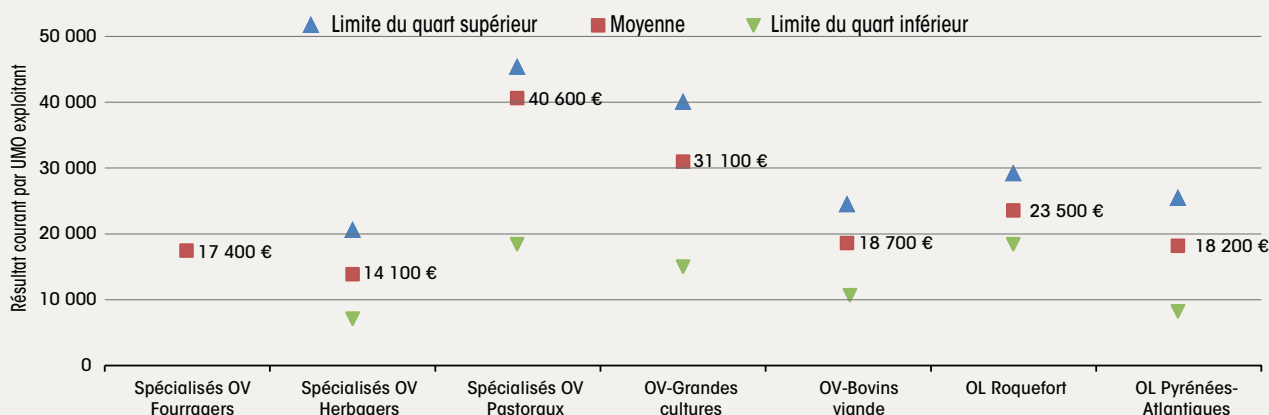
Après l'amélioration des prix de 2018, les systèmes ovins-grandes cultures bénéficient en 2019 de meilleurs rendements, d'où une nouvelle progression du revenu, à plus de 30 000 €/UMO exploitant. En ovins-bovins viande, les progressions des ventes des ateliers bovins et cultures permettent de compenser la baisse de celles de l'atelier

ovin, mais elles ne suffisent pas à compenser l'augmentation des charges, d'où une baisse du revenu qui passerait sous le seuil de 20 000 €/UMO exploitant.

Pour l'ensemble des éleveurs laitiers, la hausse du prix des matières premières reste importante : entre les deux dernières campagnes laitières, l'indice IPAMPA lait de brebis s'accroît de 3,6%, et atteint un niveau record, légèrement supérieur à ce qu'il était pour la campagne 2013. L'augmentation du prix du lait et celle des rendements en céréales compensent la hausse des charges dans la zone Roquefort, où les éleveurs devraient enregistrer une très légère progression de leur revenu, à 23 500 € par UMO exploitant. Ce n'est pas le cas en Pays basque et en Béarn, où l'augmentation des volumes et du prix du lait est insuffisante ; le revenu se dégraderait très légèrement, à un peu plus de 18 000 € par UMO exploitant.

RÉSULTATS COURANTS 2019

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes d'élevage ovins et variabilité intra système en 2019.



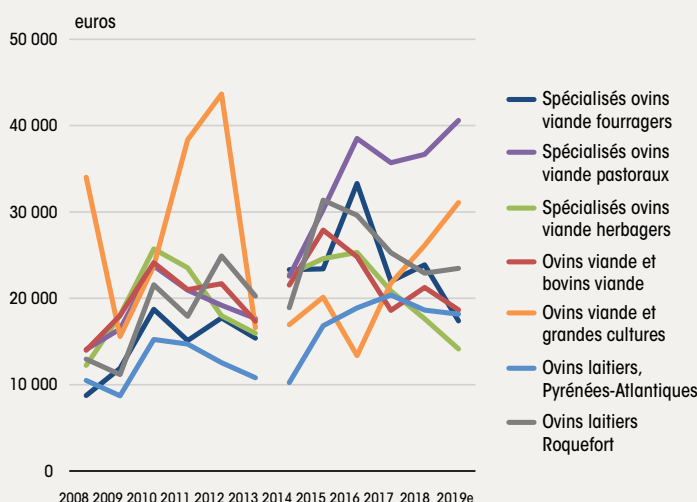
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

ÉVOLUTION DE REVENUS

L'estimation des revenus 2019 est établie à partir des résultats de 234 exploitations ovines allaitantes et 44 exploitations ovines laitières suivies dans le dispositif INOSYS Réseaux d'élevage. Ces exploitations font l'objet d'un suivi annuel de leur fonctionnement et de leurs résultats techniques, économiques et environnementaux. Leurs résultats économiques suivent les mêmes tendances d'évolution que l'ensemble des exploitations ovines françaises même si, pour des raisons de structure et d'efficacité, ils sont globalement supérieurs à la moyenne.

À l'exception des spécialisés ovins viande pastoraux et des ovins viande et grandes cultures, dont les revenus moyens atteindraient respectivement 40 000 €/UMO et 31 000 €/UMO, les revenus moyens des différents systèmes se situeraient dans une fourchette allant de 14 000 €/UMO (spécialisés ovins viande herbagers) à 23 500 €/UMO (ovins lait de la zone Roquefort).

RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES OVINS



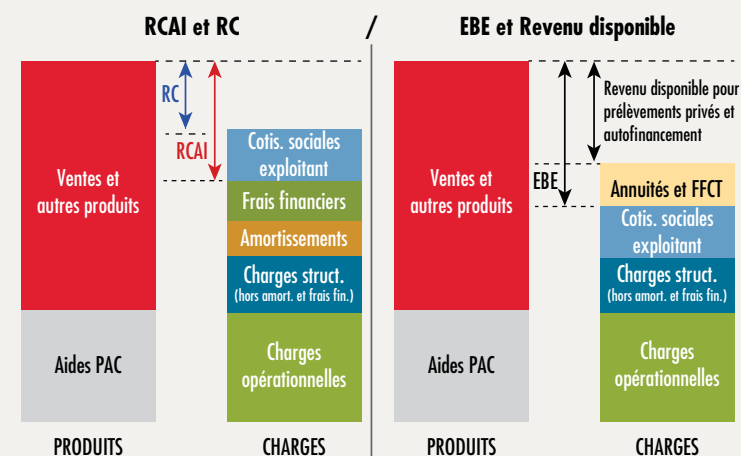
La discontinuité entre 2013 et 2014 illustre le changement d'échantillon cette année-là.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2019 ET MÉTHODOLOGIE

Les estimations de revenu sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2018 (cheptel, surfaces, main-d'œuvre, endettement...).

INDICATEURS DE RÉSULTATS



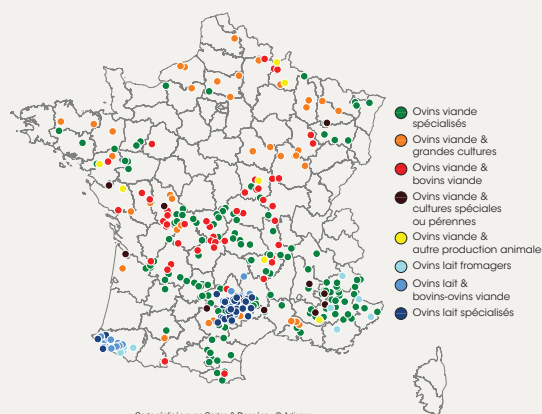
RCAl : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

FERMES OVINES DU RÉSEAU D'ÉLEVAGE

La base nationale du dispositif Inosys - Réseaux d'élevage compte 350 exploitations ovines suivies en 2018, dont 320 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes ovins français. Plus d'informations : <http://idele.fr/services/outils/observatoire-inosys-reseaux-delevage>



LOCALISATION DES EXPLOITATIONS SUIVIES



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Arctique

INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET TRÉSORERIE CONSTATÉS EN 2018

	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE FOURRAGERS	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE HERBAGERS	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX	OVINS VIANDE - GRANDES CULTURES	OVINS VIANDE - BOVINS VIANDE	OVINS LAITIERS, LIVREURS DU RAYON DE ROQUEFORT	OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
NOMBRE D'EXPLOITATIONS	11	86	53	38	46	25	19
EBE (€/UMO EXPLOITANT)	44 300 €	36 000 €	54 000 €	51 900 €	48 500 €	54 200 €	37 000 €
ANNUITÉS SUR EBE (%)	37%	43%	23%	46%	45%	46%	37%
RCAl (€/UMO EXPLOITANT)	28 800 €	23 800 €	42 400 €	33 500 €	28 400 €	32 000 €	23 300 €
RÉSULTAT COURANT (€/UMO EXPLOITANT)	23 900 €	17 600 €	36 700 €	26 100 €	21 300 €	22 900 €	18 600 €
REVENU DISPONIBLE (€/UMO EXPLOITANT)	27 200 €	21 200 €	42 600 €	28 200 €	27 400 €	29 900 €	24 600 €

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ESTIMATIONS DES REVENUS 2019

Les évolutions 2019/2018 retenues pour les prix des agneaux, la production de lait et des autres produits (cultures de vente et bovins viande) correspondent à celles observées régionalement (sources : observations des Réseaux d'élevage, données d'appui technico-économique, données interprofessionnelles, Arvalis).

PRIX DES AGNEAUX EN ÉLEVAGE ALLAITANT

Évolutions régionales 2019/2018

SYSTÈMES	FOURRAGERS	HERBAGERS		PASTORAUX
		Est et Centre-Est	Autres régions	
RÉGIONS				
SPÉCIALISÉS ET OVINS-BOVINS	-2%	-2,5%	-3%	-2%
OVINS-CULTURES	-1,5%	-2%		-

Source : Observations Inosys-Réseaux d'Élevage

PRIX DU LAIT ET DES AGNEAUX, VOLUME DE LAIT EN ÉLEVAGE LAITIER

Évolutions régionales 2019/2018

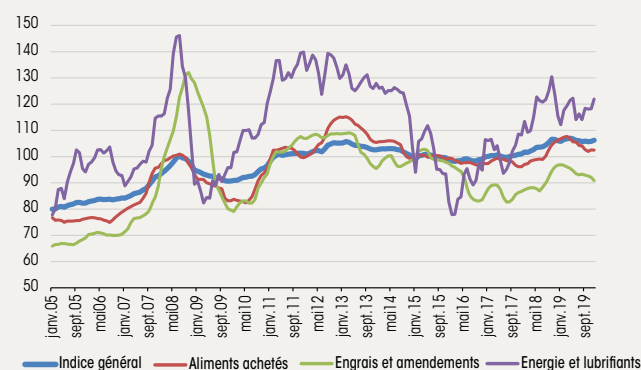
	ROQUEFORT	PYRÉNÉES
LAIT PRODUIT/EXPLOITATION	-0,4%	+3%
PRIX DU LAIT	-2,0%	+1,5%
PRIX DES AGNEAUX SEVRÉS	+2,0%	-0,3%

Source : Observations Inosys Réseaux d'élevage, SIEOL suivis appui technico-économique, Interprofessions, Chambre d'agriculture 64

ÉVOLUTION DES AIDES DE LA PAC

AIDE	ÉVOLUTION 2019/2018
AIDES DÉCOUPLÉES	de -6% à +10% selon le système
AIDE OVINE	Inchangée
AIDE AUX BOVINS ALLAITANTS (ABA)	Inchangée
AIDES 2 ND PILIER (ICH)	Inchangées, sauf pour les exploitations perdant l'accès à ces aides (-20% en 2019), ou pour celles y accédant pour la première fois

ÉVOLUTION DE L'INDICE IPAMPA - OVINS VIANDE (BASE 100 EN 2015)

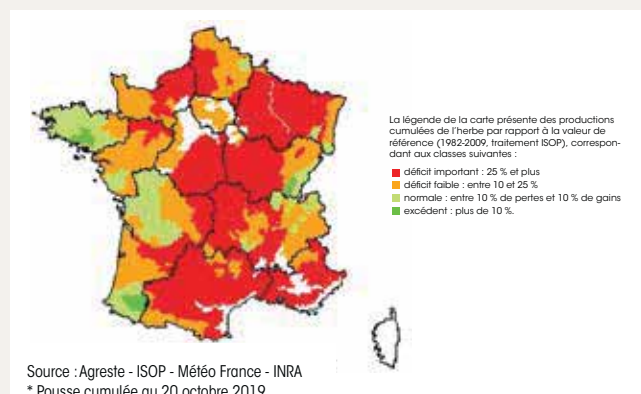


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste et INSEE

2019 : LA SÉCHERESSE SÉVIT DE NOUVEAU SUR LA PLUPART DES RÉGIONS

Dans de nombreuses régions, la sécheresse 2019 a été aussi marquée que celle de 2018, avec souvent des impacts différés (achats d'aliments en cours d'hiver), mais aussi des impacts cumulés (absence de reports de stocks). Il a donc été décidé de garder les mêmes niveaux de charges alimentaires (et d'aides sécheresse) que ceux observés en 2018.

INDICATEUR DE RENDEMENT DES PRAIRIES PERMANENTES*



LEXIQUE

- EBE : Excédent Brut d'Exploitation = Produit brut – charges opérationnelles – charges de structure (hors amortissements et frais financiers).
- RC : résultat courant = Excédent Brut d'Exploitation - amortissements - frais financiers + produits financiers.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant, correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation (hors salariat et bénévolat).

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE, « FOURRAGERS » INTENSIFS

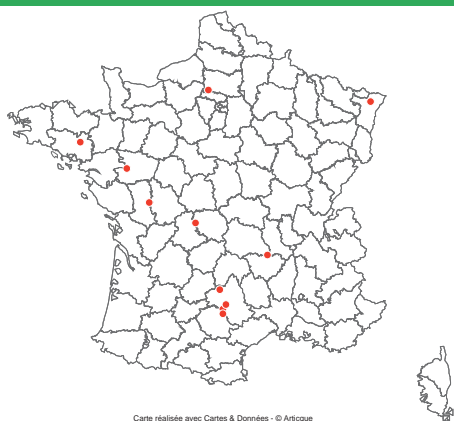
Taille du troupeau et productivité numérique semblent difficiles à concilier



DONNÉES REPÈRES

- 1,4 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 61 ha de SAU dont 53 ha de SFP
- 561 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 11 EXPLOITATIONS



Depuis plusieurs années, le système ovin allaitant spécialisé « Fourrager intensif » perd du terrain. Si 15 exploitations le représentaient encore en 2018, nous n'en comptons plus que 11 dans notre échantillon 2019. Ces 11 exploitations sont essentiellement localisées sur un axe Nord-Ouest Atlantique Sud-Ouest du Massif Central. Leur chargement, plus de 11 brebis/ha de SFP en moyenne, est le résultat de la pression foncière et aussi d'un certain potentiel agronomique. La sécurisation de l'autonomie fourragère est devenue prioritaire face à la production des concentrés. Entre 2014 et 2018 sur l'échantillon constant de 9 fermes, la SAU a augmenté de 3 ha, avec une réorientation vers la SFP (+5 ha) et une diminution des grandes cultures (-2 ha). Ces dernières représentent moins de 15% de la SAU et seuls 24% des concentrés sont produits sur l'exploitation. Néanmoins, les cultures fourragères demeurent anecdotiques dans l'assolement (4%).

Une conduite intensive avec toujours plus de brebis par unité de main-d'œuvre et une dégradation des performances techniques unitaires

En moyenne, chaque éleveur gère 400 brebis avec une productivité numérique d'1,53 agneau/brebis. Sur l'échantillon constant depuis 2014, la contraction de la main-d'œuvre et l'augmentation de la taille du cheptel se traduisent par 40 brebis de plus par UMO. D'où une progression de la productivité de la main-d'œuvre, de 612 à 650 agneaux produits par UMO, malgré une tendance à la baisse de la productivité numérique (diminution de 0,1 agneau produit par brebis et par an en 5 campagnes).

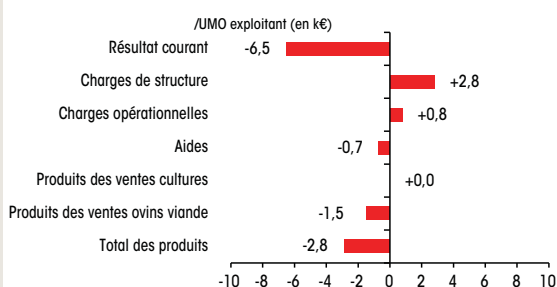
La quasi-totalité des agneaux sont vendus lourds, engraisés en bergerie, avec un poids moyen de carcasse de 19,5 kg, toujours en augmentation (1 kg de plus en 5 ans sur l'échantillon constant). La consommation moyenne de concentré par couple brebis/agneau atteint 238 kg, et il faut 8,1 kg de concentré pour produire 1 kg de carcasse d'agneau. La marge brute moyenne par brebis atteint 115 €, en hausse par rapport à la campagne précédente, avec toujours une très forte variabilité entre élevages (50% de plus pour le quart des élevages aux meilleurs revenus par rapport au quart inférieur).

Le revenu 2019 est en baisse, aucun indicateur économique n'est dans le vert pour cette campagne

Dans ces systèmes intensifs, la baisse de 2% du prix des agneaux conjuguée à la hausse des charges de structure et opérationnelles se traduit par un recul de près de 30% du résultat courant par UMO exploitant. A environ 17 000 €/UMO, les bons résultats de 2016 semblent maintenant bien loin.

Néanmoins des marges de manœuvre existent : le quart supérieur, non représenté compte tenu de la taille de l'échantillon, se caractérise par des élevages de taille équivalente à la moyenne du groupe, mais avec un nombre de brebis par UMO plus faible (359 brebis/UMO vs 404) et une productivité numérique plus élevée (1,89 vs 1,53). Même avec un prix d'agneau inférieur de 2 € à la moyenne, les performances de reproduction et la maîtrise de l'utilisation des concentrés (900 g de concentrés en moins pour produire un kg d'agneau) permettent aux meilleurs éleveurs du groupe de dégager une marge brute de 153 €/brebis contre 115 € en moyenne.

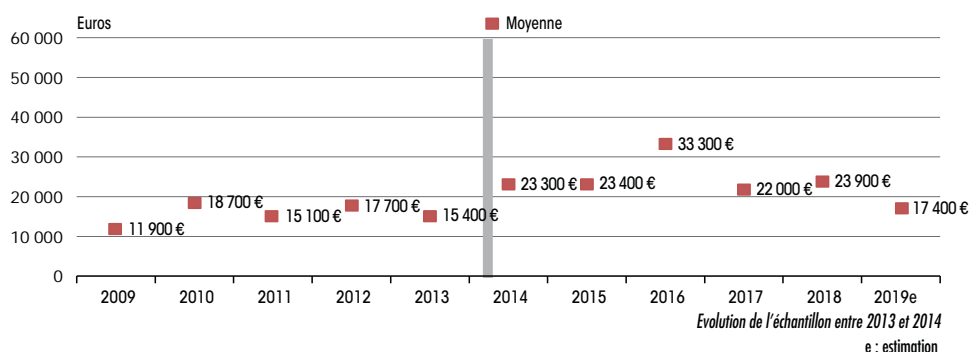
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE, HERBAGERS

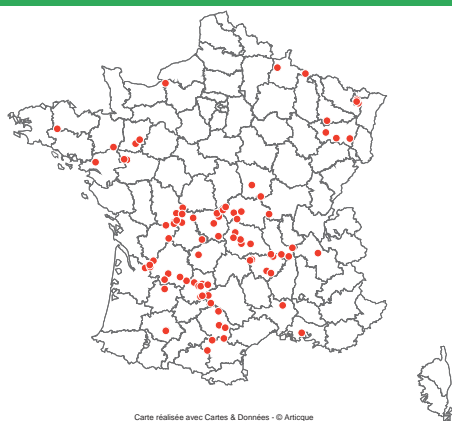
Le revenu pénalisé par la hausse des charges et la baisse du prix de l'agneau



DONNÉES REPÈRES

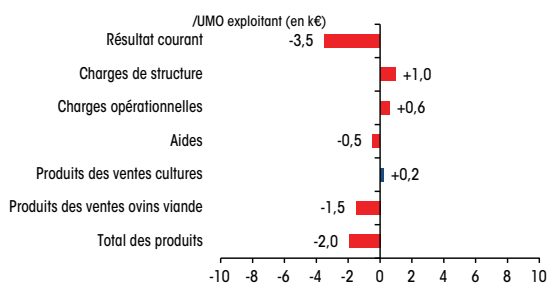
- 1,5 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 96 ha de SAU dont 86 ha de SFP
- 583 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 86 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Anticque

ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Avec 86 exploitations, le groupe des spécialisés herbagers est le plus important du dispositif INOSYS ovins viande. Les exploitations couvrent les principales zones de production, avec une majorité localisée sur les pourtours du Massif Central, en Nouvelle-Aquitaine, Auvergne-Rhône-Alpes et Occitanie. Les autres sont pour l'essentiel situées dans le Grand Est et en Pays de la Loire. Avec un peu plus de 95 ha de SAU et 26 ha de parcours individuels pour 1,5 UMO, ces systèmes disposent de larges structures, mais au potentiel généralement limité. Les GAEC n'y représentent toujours qu'un quart des exploitations en 2018.

Les sécheresses successives incitent les éleveurs à réduire leur chargement

Sur 5 années (2014 à 2018), l'évolution de l'échantillon constant de presque 60 exploitations montre une progression de la SAU et du troupeau en début de période, puis une stabilisation du troupeau sur les 3 dernières années, à 585 brebis, malgré une poursuite de l'agrandissement. Le chargement baisse donc, passant de 1,0 UGB/ha surfaces fourragère totale à 0,9 UGB/ha. La surface en cultures reste limitée à une dizaine d'hectares, essentiellement destinés à l'alimentation du troupeau.

Avec des agnelages de saison prépondérants, la productivité moyenne se stabilise à 1,25 agneau/brebis. Malgré les aléas climatiques, la quantité de concentré consommée est stable depuis 3 ans à 190 kg par brebis (soit 8,0 kg de concentré/kg de carcasse produit), mais on observe une forte augmentation de la quantité de fourrages distribuée en 2018 (+20 %).

L'augmentation du prix des concentrés et la conjoncture ovine morose affectent encore les résultats économiques

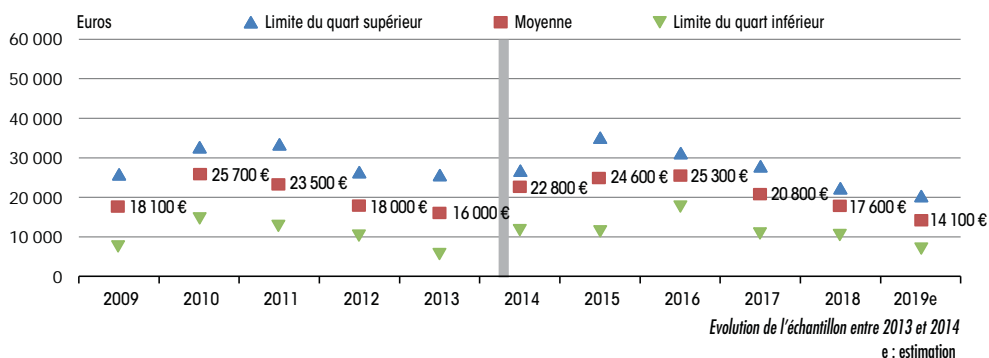
L'année 2019 est marquée par une baisse du prix de l'agneau au 2^{ème} semestre (-2,5% à -3%) qui affecte particulièrement ces systèmes. D'où un recul des ventes ovines (-1 500 €/UMO), amplifié par celui des aides (-500 €/UMO) sous l'effet de la convergence. L'augmentation des charges est aussi importante que la baisse des ventes, tirée par la hausse du prix des concentrés (+4%) et à l'inflation des charges de structure. Au final le résultat courant perd 3 500 € (soit -20%) et passe sous le seuil de 15 000 €/UMO.

Les élevages du quart supérieur se distinguent par le niveau de productivité et la maîtrise des concentrés distribués

Les exploitations du quart supérieur se caractérisent par des structures un peu plus grandes, avec, par rapport à la moyenne et par UMO, 5 ha de SAU, 20 ha de parcours et 56 brebis de plus. Le chargement n'est pas différent de la moyenne (0,9 UGB/ha SFP) mais la conduite est plus efficace, avec une productivité supérieure (1,36 agneau par brebis contre 1,23) et une moindre consommation de concentré (7,6 kg/kg de carcasse produit contre 8,3). La part de concentré prélevé s'élève à 37%, contre 31% en moyenne pour le groupe. Face à la sécheresse, ces éleveurs ont acheté plus de fourrage, ce qui a pu contribuer à maintenir les brebis en état. La marge brute atteint 105 €/brebis, soit 18 € de plus que la moyenne du groupe.

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle

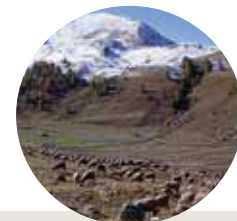


Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014
e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX

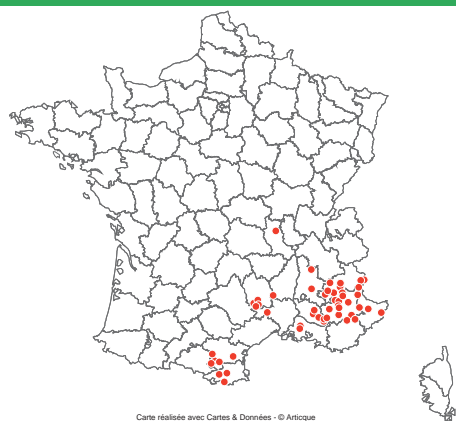
Poursuite de la progression du revenu



DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 60 ha de SAU dont 53 ha de SFP
- 273 ha de parcours individuels
- 581 brebis

LOCALISATION DES 53 EXPLOITATIONS



Localisés dans les montagnes sèches et l'arrière-pays de la grande zone pastorale sous influence méditerranéenne, ces élevages sont de taille importante et valorisent des surfaces avec une très forte composante pastorale : 84% de parcours individuels dans la surface fourragère totale et 69% des éleveurs recourent à l'estive collective. Ce fort déploiement pastoral se traduit par un chargement moyen de 0,4 UGB/ha, hors parcours collectifs, qui suppose pour certains une grande mobilité des troupeaux sur le territoire (transhumances, recours fréquent au gardiennage...). Cette dimension s'est encore renforcée au cours des dernières années, avec une forte progression des surfaces (+20%, pour les parcours comme pour la SAU, sur un échantillon constant de 38 élevages entre 2014 et 2018) pour une relative stabilité du cheptel (+3%). Les GAEC représentaient déjà un tiers des exploitations en 2014 pour atteindre près de la moitié en 2018.

Des pratiques d'élevage extensives

Ces systèmes d'élevage utilisent des races adaptées à la conduite sur parcours, rustiques et peu prolifiques. Avec des pratiques d'élevage extensives (âge tardif à la première mise en lutte, pas d'accélération du rythme d'agnelage...), une production significative d'agneaux non finis ou légers (24% en moyenne) et des poids de carcasse de l'ordre de 15,6 kg, la productivité moyenne par brebis reste limitée à en moyenne 0,96 agneau, avec une relative stabilité des résultats sur les 5 dernières années.

Des systèmes pâturant, économes sur le concentré mais pas toujours autonomes

La distribution de fourrages grossiers est limitée, en moyenne 248 kg MS/brebis, caractérisant des systèmes très pâturant, grâce à une forte composante pastorale. Rapportée à la brebis, la consommation moyenne d'aliment concentré est basse, 79 kg en moyenne, soit autour de 5 kg par kg de carcasse d'agneau produit. Seulement la moitié des élevages produisent des céréales pour l'autoconsommation du troupeau, avec une autonomie qui reste assez limitée (30% en moyenne). Il en résulte une stratégie d'alimentation visant à l'économie sur le concentré distribué.

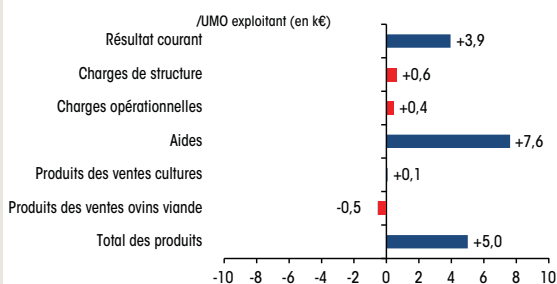
Une nouvelle progression du revenu entre 2018 et 2019

Le résultat courant, estimé à 40 600 €/UMO pour 2019, est en augmentation de 11% et d'environ 4 000 €/UMO par rapport à 2018, prolongeant ainsi une tendance déjà observée lors des années précédentes. Cette évolution est essentiellement liée à la poursuite de la convergence des aides découplées. Les indemnités liées aux dégâts des prédateurs et les aides pour la mise en place de moyens de protection sont intégrées dans les résultats, mais elles ne compensent pas en totalité les pertes subies, ni les investissements et la charge de travail supplémentaires.

Les élevages du quart supérieur : plus grands, plus pastoraux et plus économes en concentrés distribués

Ils se caractérisent par des troupeaux un peu plus importants (600 brebis en moyenne), avec un peu moins de main-d'œuvre. Ils sont surtout plus pâturant, leur distribution de fourrage est réduite à 160 kg MS/brebis (35% de moins que la moyenne du groupe) et ils mobilisent presque 10% de plus de surfaces pastorales. Ils sont particulièrement économes en concentrés distribués (37 kg/brebis, soit 2,9 kg/kg produit, un niveau inférieur de 40% à la moyenne).

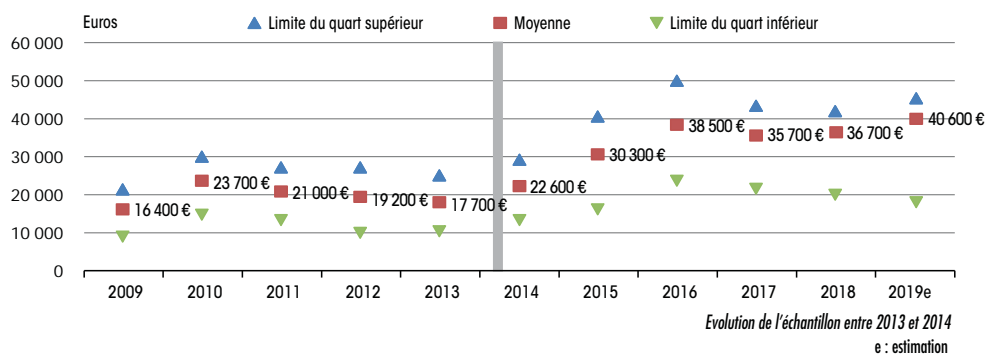
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET GRANDES CULTURES

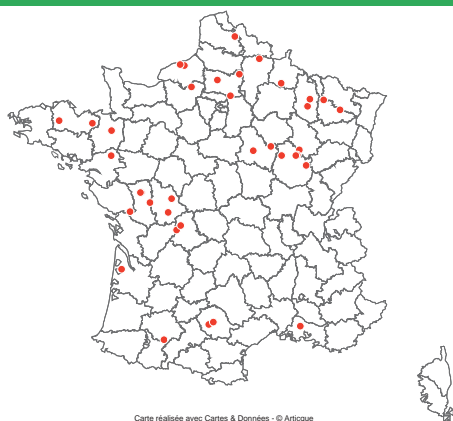
Le revenu progresse de nouveau



DONNÉES REPÈRES

- 1,7 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 149 ha de SAU dont 55 de SFP et 93 ha GC
- 470 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 38 EXPLOITATIONS



Réparties majoritairement dans la moitié nord de la France, de part et d'autre du Bassin Parisien, ces exploitations se caractérisent par deux tiers de la SAU en grandes cultures. Le tiers restant est valorisé par un troupeau de 470 brebis en moyenne. La conduite intensive de l'atelier ovin, avec des ressources alimentaires permettant d'atteindre un chargement de 1,8 UGB/ha SFP, assure une productivité numérique remarquablement stable, autour de 1,3 agneau par brebis.

Des structures stables sur 5 ans

À échantillon constant de 2014 à 2018 (30 fermes), ces exploitations se sont légèrement agrandies (+4 ha de SAU) au profit de la SFP. À moins de 20%, la part des GAEC reste assez limitée dans ces systèmes. Les ateliers ovins viande ont été progressivement extensifiés (-0,3 UGB/ha SFP), en conservant le même nombre de brebis (457 brebis en moyenne). Bénéficiant des concentrés autoproduits et de la paille alimentaire, voire du développement du pâturage de couverts végétaux, ces systèmes sont moins sensibles aux aléas climatiques. D'où une productivité très stable, oscillant autour d'1,3 agneau par brebis, mais au prix d'une consommation de concentrés conséquente, toujours supérieure à 10 kg/kg de carcasse produit.

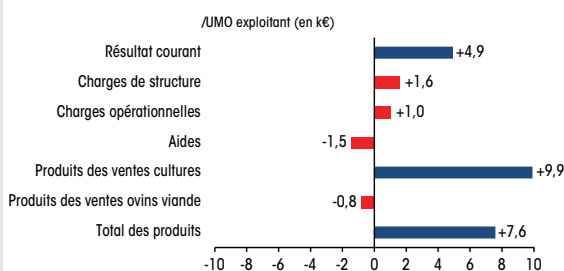
Comme en 2018, un revenu conforté par les grandes cultures

Dans ces systèmes avec une production d'agneau à contre-saison, la baisse des cours de l'agneau sur le 1^{er} semestre 2019 s'est traduite par une perte moyenne de 850 €/UMO. Malgré la baisse du prix des céréales, la progression des rendements des cultures a généré un produit supplémentaire de 10 000 €/UMO, permettant de compenser la baisse du produit ovin et des aides, mais aussi la progression significative des charges (2 700 €/UMO). D'où une nouvelle progression du revenu, qui dépasse le seuil de 30 000 €/UMO, sans toutefois atteindre le pic de 2011-2012.

Un quart supérieur plus orienté vers les cultures, et plus intensif sur le troupeau

Dans un contexte où les grandes cultures tirent vers le haut le revenu de ces systèmes de polyculture-élevage, les exploitations du quart supérieur se caractérisent logiquement vers une orientation plus marquée vers les grandes cultures, grâce à des structures plus grandes, un chargement plus élevé... et un plus petit troupeau. Mais elles montrent aussi une plus grande intensivité de la conduite du troupeau, avec 1,33 agneau par brebis, soit 5 points de plus que la moyenne, mais aussi près de 12 kg de concentré/kg produit.

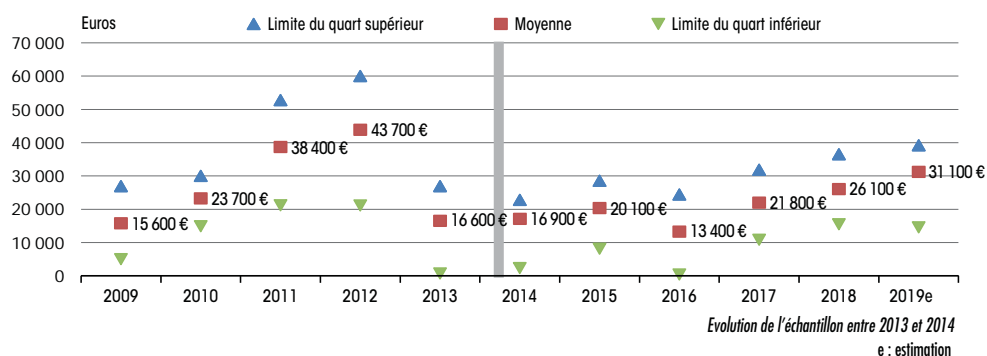
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET BOVINS VIANDE

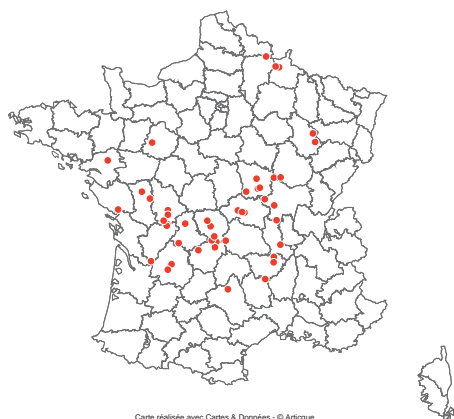
Revenu en baisse, malgré une meilleure conjoncture bovine



DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 164 ha de SAU dont 146 ha de SFP
- 391 brebis allaitantes et 65 vaches allaitantes

LOCALISATION DES 46 EXPLOITATIONS



Ces grandes structures sont avant tout herbagères, la part des cultures représentant moins de 15% de cultures de la SAU. Entre 2014 et 2018, leur agrandissement s'est traduit par 10% de surface supplémentaire (échantillon constant de 34 élevages), pour seulement 3% de main-d'œuvre supplémentaire. Cet agrandissement a essentiellement bénéficié à l'atelier bovin, qui passe de 55 à 62 vaches, l'atelier ovin retrouvant sa taille initiale en 2018, à une brebis près. Ce sont ces systèmes qui comptent le plus de GAEC, mais leur part est restée relativement stable entre 2014 et 2018, autour de 40%.

Les résultats techniques affectés par les aléas climatiques

Les bons automnes 2014 et 2015 avaient favorisé l'obtention de bons niveaux de productivité des brebis en 2015 et 2016, de l'ordre d'1,3 agneau par brebis. La sécheresse de l'été et l'automne 2016 a ensuite provoqué une baisse conséquente, à 1,22 agneau/brebis en 2017, avant une remontée à 1,25 agneau en 2018, soit un niveau équivalent à celui de 2014. Sous l'influence des sécheresses à répétition, la consommation de concentré a régulièrement augmenté, passant de 7,3 à 8,1 kg/kg de carcasse produit.

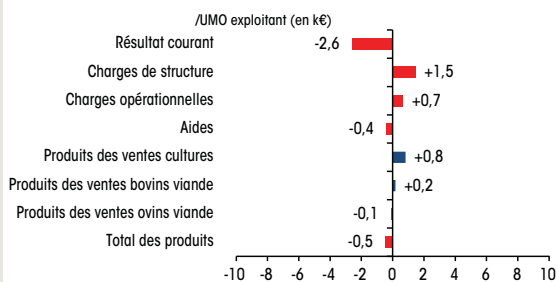
Le revenu recule de 12%

Malgré une conjoncture bovine un peu meilleure, la hausse des charges (+2 100 €/UMO), conjuguée à des baisses des aides et du prix de l'agneau, se traduit par un recul du revenu à 18 700 €/UMO (-12%), soit près de 10 000 € de moins que le pic de 2015.

Quart supérieur : plus grands... avec plus de bovins

Les élevages du quart supérieur se caractérisent d'abord par des structures plus grandes, avec plus de main-d'œuvre et de surface, notamment en cultures. Elles sont aussi plus fortement orientées vers l'élevage bovin : 50% de vaches en plus par rapport à l'ensemble de l'échantillon, pour un troupeau ovin équivalent. Elles sont également un peu plus intensives, avec un chargement plus élevé (+0,1 UGB/moyenne) et une consommation de fourrage par UGB supérieure à la moyenne du groupe (+200 kg MS/UGB). En revanche les résultats sont très proches de la moyenne à l'échelle de l'atelier ovin.

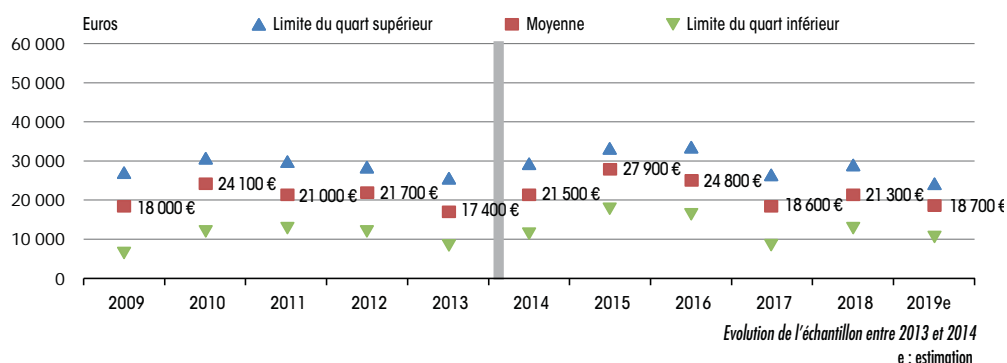
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DU BASSIN DE ROQUEFORT

Le revenu se stabilise, autour de 23 000 € par UMO exploitant



DONNÉES REPÈRES

- 2,5 UMO totale dont 1,9 UMO exploitant
- 96 ha de SAU dont 75 ha de SFP
- 435 brebis présentes, 142 200 litres de lait
- 76% d'exploitations spécialisées

LOCALISATION DES 25 EXPLOITATIONS



Localisées dans la partie sud du Massif Central, ces exploitations produisent du lait, qui est valorisé pour la quasi-totalité en AOP Roquefort. Peu favorable au niveau fourrager, la campagne 2019 est marquée par un léger repli de la collecte régionale. Et malgré un indice IPAMPA qui continue d'évoluer à la hausse, le revenu des éleveurs devrait légèrement progresser.

En 5 ans, la production laitière a progressé de 20%

Au cours des 5 dernières campagnes, 2014 à 2018, la dimension des exploitations suivies a continué de s'accroître : en moyenne, la SAU et la SFP ont augmenté de 7 et 5 hectares et les troupeaux de 15 brebis. Mais c'est surtout l'évolution de la production laitière qu'il faut souligner ici : autour de 20% sur la période, cette progression est comparable à l'évolution enregistrée dans les élevages suivis en appui technique SIEOL. Plus forte pour les élevages hâtifs (début traite avant le 15/11 : +30%) que pour les élevages tardifs (début traite après le 01/01 : +15%), cette évolution s'explique par la modification des règles de fonctionnement de la filière Roquefort, notamment la suppression des Volumes Individuels de Référence, en lien avec la mise en œuvre du Paquet Lait. Par ailleurs, la revalorisation de l'aide ovine, de l'ICHN et la convergence progressive des aides découplées ont entraîné une augmentation des aides PAC. Tout cela s'est traduit par une hausse du revenu des éleveurs en 2015, qui est depuis grignotée par l'augmentation des charges. Avec la possibilité de constituer des GAEC entre conjoints, on note une évolution du statut juridique des exploitations : diminution du nombre d'exploitations individuelles et d'EARL au profit des GAEC qui représentent désormais 66% des élevages suivis (50% en 2014).

Une année fourragère peu favorable à la production laitière

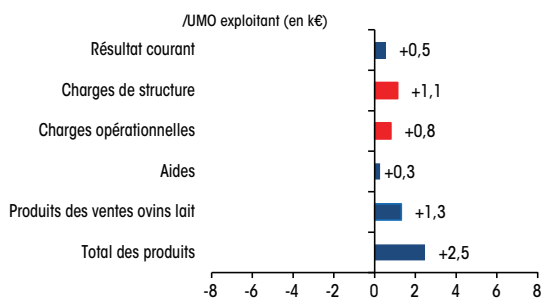
La campagne 2019 a été peu favorable au plan fourrager, avec un printemps 2018 trop pluvieux, suivi d'un été trop chaud et trop sec, qui ont nui à une production de stocks de qualité. Par la suite, un hiver sec et des gelées tardives ont entraîné un retard de végétation au printemps 2019 et limité les possibilités de pâturage. Les volumes de lait produit ont très légèrement diminué, mais l'évolution du prix du lait et des rendements en céréales entraîne une augmentation du produit d'exploitation.

Entre élevages, des écarts de revenu qui restent importants

Sans anticiper la poursuite d'éventuels investissements, relativement importants ces dernières années, qui entraînerait une augmentation des charges au-delà de l'évolution de l'IPAMPA, le résultat courant progresse très légèrement, pour se situer autour de 23 500 € par UMO exploitant.

Entre élevages, les écarts restent importants, et les éleveurs qui obtiennent les meilleurs revenus (plus de 29 000 €/UMO exploitant) se caractérisent par de bons résultats techniques : la productivité laitière se situe autour de 360 litres par brebis sans augmentation des charges opérationnelles ; une moindre dépendance aux aides PAC : autour de 21% du produit d'exploitation, soit 5 points de moins que l'ensemble des élevages suivis ; et une meilleure maîtrise des charges, en particulier des charges de structure et notamment de mécanisation. Le résultat courant représente alors 28% du produit d'exploitation, soit 11 points de mieux que l'ensemble des élevages suivis.

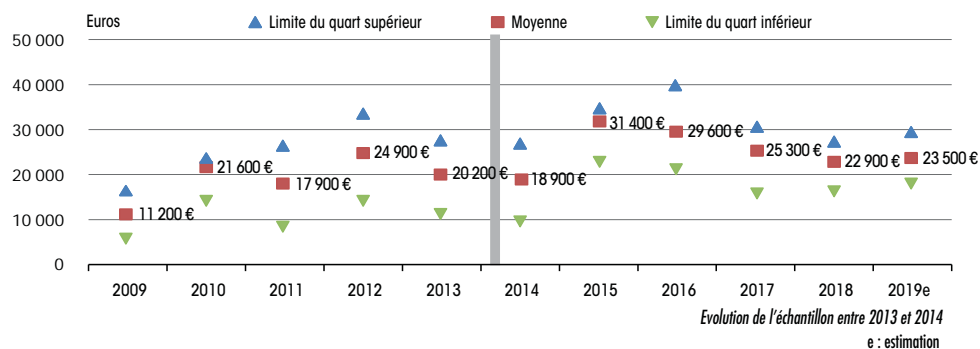
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

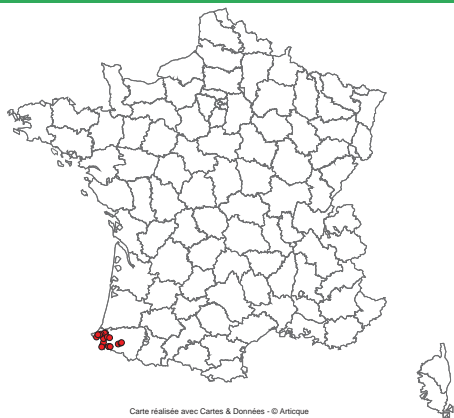
Des revenus en légère baisse malgré l'augmentation du produit lait



DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 35 ha de SAU dont 34 ha de SFP
- 373 brebis présentes, 66 800 litres de lait
- 68% d'exploitations mixtes (18 VA dans ce cas)

LOCALISATION DES 19 EXPLOITATIONS



Localisés dans l'aire de production de l'AOP Ossau-Iraty, les éleveurs suivis sont également engagés dans la filière IGP agneaux de lait des Pyrénées. Faisant suite à un printemps très pluvieux et un été sec, peu favorables à la production de foin de qualité, l'hiver 2019 particulièrement doux a été favorable au pâturage. Si la collecte et le prix du lait ont progressé, cela n'a pas permis de compenser la hausse du prix des matières premières.

Des structures d'exploitations qui restent modestes

Entre 2014 à 2018, la dimension des exploitations suivies évolue peu : la SAU est stable et le nombre de brebis progresse de 10 mères en moyenne, augmentation compensée par une diminution du nombre de bovins. Mais compte tenu de l'évolution de la productivité laitière des troupeaux, les volumes de lait augmentent de 13% ; c'est moins que l'évolution de la collecte moyenne du bassin qui a progressé de 22% en 5 ans et se situe autour de 48 300 litres par élevage en 2018. Localisés en zone de montagne, voire de haute montagne, et utilisant très souvent des surfaces pastorales (landes, estives), les éleveurs ont bénéficié à partir de 2015 de la revalorisation des aides PAC (aide ovine, ICHN, convergence des aides découplées). Cela a contribué à la hausse du revenu des éleveurs entre 2015 et 2017, qui diminue ensuite du fait de l'augmentation des charges. La proportion d'exploitations en société est stable avec une exploitation sur deux en GAEC et une exploitation sur dix en EARL.

La productivité laitière des troupeaux continue de progresser

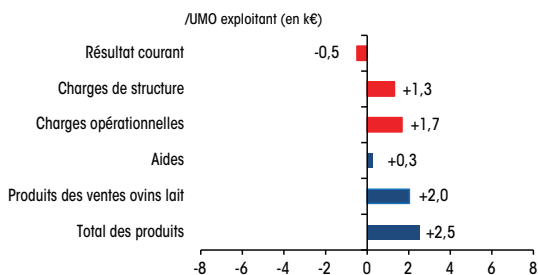
Le bilan de la campagne 2019 est très mitigé au plan fourrager : qualité médiocre du foin récolté au printemps 2018 marqué par une forte pluviométrie, été et automne secs nécessitant d'entamer les stocks de fourrages, printemps 2019 à nouveau très humide. Seul l'hiver, relativement doux, a été favorable à la pousse de l'herbe et au pâturage. Malgré cela, la production moyenne des exploitations enregistrée par l'Interprofession continue d'évoluer à la hausse : +3% en moyenne pour la campagne 2019. Combinée avec une légère augmentation du prix, cela devrait permettre d'enregistrer une hausse de 2 à 3% du produit de l'atelier ovine lait et du produit d'exploitation.

Une évolution des charges qui reste importante

Mais la campagne 2019 est également marquée par une hausse du prix des matières premières : sur la période septembre 2018 à août 2019, l'indice IPAMPA lait de brebis a progressé de 3,6% et atteint un niveau record, légèrement supérieur au niveau observé pour la campagne 2013. Cela entraîne un accroissement des charges et une légère diminution du résultat courant, autour de 18 200 € par UMO exploitant.

Entre élevages, les écarts restent importants : pour un quart des éleveurs suivis, le résultat courant est supérieur à 25 000 € par UMO exploitant. Et comme les années précédentes, ces exploitations se caractérisent par la bonne maîtrise de leurs charges de structure et de leurs charges opérationnelles qui représentent respectivement 27 et 37% du produit d'exploitation, soit 7 et 10 points de moins que l'ensemble des élevages suivis.

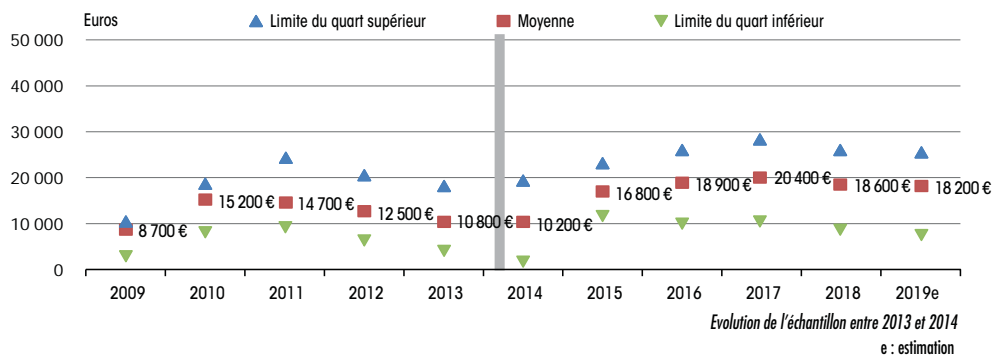
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

7

PERSPECTIVES 2020

Vers une baisse de la consommation en France ?

La production et la consommation européennes de viande ovine sont attendues en baisse en 2020, de même pour les abattages français, qui peinent à progresser, du fait d'une possible baisse du cheptel reproducteur fin 2019 et du dynamisme des exportations d'ovins vifs. La baisse des disponibilités dans les principaux pays exportateurs, en particulier le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande, devrait se traduire par un important recul des importations françaises de viande ovine et, *in fine*, la contraction de la consommation dans l'Hexagone. L'année 2020 est aussi et surtout marquée par la pandémie de coronavirus. Le confinement qui a duré huit semaines, notamment autour de Pâques puis au cours du Ramadan, a déstabilisé les circuits de distribution et affecté la consommation festive de viande ovine...



FRANCE 2020

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE OVINE

1000 téc	2017	2018	2019	2020 _p	2020/19
Abattages contrôlés	81	81	81	81	-1%
Importations	92	92	91	86	-6%
Exportations	9	9	8	8	-4%
Consommation	164	164	164	158	-3%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après le SSP et les Douanes françaises

d'ovins adultes. Les exportations d'ovins vifs, déjà très dynamiques en 2019, pourraient continuer de progresser ou *a minima* se maintenir à des niveaux soutenus, malgré la crise sanitaire. Si c'était bien le cas, cela aurait pour effet de diminuer le disponible engraisé en France, et donc les abattages. Au total, la production française de viande ovine est attendue légèrement en baisse par rapport à 2019, en considérant des poids moyens de carcasses stables.

Le repli des disponibilités au Royaume-Uni et l'appétit toujours croissant de la Chine en viande océanique (voir ci-contre), vont probablement réduire les disponibilités en viandes importées par la France, bien que l'on puisse s'attendre à une potentielle hausse des envois irlandais. Associée au recul de la production française, cette baisse des importations va engendrer une contraction des disponibilités de viande ovine consommable en France.

Surtout, la pandémie de coronavirus et le confinement des Français ont perturbé les approvisionnements et la demande en viande ovine, traditionnellement très élevée à Pâques (12 avril) puis lors du Ramadan qui a débuté le 23 avril et s'est terminé par l'Aid el-Fitr le 23 mai. Tous les opérateurs de la filière se sont mobilisés pour adapter l'offre à une demande festive imprévisible en période de confinement. Le marché était encombré à l'approche de Pâques, mais la communication autour de l'agneau français et l'action des distributeurs en sa faveur ont boosté les achats des consommateurs et renversé la situation, quelques jours seulement avant le dimanche pascal : le marché s'est désengorgé, mais au prix fort d'une cotation française en net recul deux semaines avant Pâques... Restait à savoir gérer la période après Pâques, pour laquelle les Français étaient toujours confinés (mêmes problématiques de consommation). Le marché français de la viande ovine mettra du temps à retrouver son équilibre, d'autant que la reprise de la RHD est très lente depuis le 2 juin, tout particulièrement pour la restauration collective encore totalement à l'arrêt à la mi-juin.

Le confinement engendre de grandes incertitudes sur les prévisions

En faisant l'hypothèse d'une baisse du cheptel ovin reproducteur fin 2019, et d'une stabilisation de la productivité numérique des brebis, les naissances d'agneaux devraient diminuer en 2020. Après avoir atteint des niveaux très élevés en 2018 et 2019, les taux de réforme et de rétention d'agnelles sont en outre attendus en baisse, ce qui devrait de nouveau conduire au recul des sorties

OCÉANIE 2020

EXPORTATIONS OCÉANIENNES DE VIANDE OVINE (1000 TÉC)

NOUVELLE-ZÉLANDE	2017-18	2018-19	2019-20p	Variation
Exportations de viande ovine (campagnes d'octobre à septembre)	457	434	442	2%

AUSTRALIE	2018	2019	2020p	Variation
Exportations de viande ovine	507	535	503	-6%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après *Beef & Lamb NZ, Trade Map et Meat & Livestock Australia*

tempérer. Depuis la parution des prévisions de *Beef + Lamb New Zealand*, la Chine a été frappée (comme beaucoup d'autres pays par la suite) par la pandémie de coronavirus. Pour endiguer cette épidémie, début 2020, les Autorités ont presque totalement bloqué l'activité du pays. Les importations de viande ovine néozélandaise ont été entravées durant plusieurs mois d'affilée, ce qui a provoqué une hausse des stocks de viande ovine néozélandaise et pesé sur le prix de l'agneau en Nouvelle-Zélande.

En Australie, l'impact de plusieurs années de sécheresse se répercutera sur les disponibilités en ovins, en 2020 et les années à venir. Dans l'hypothèse d'un retour à des conditions climatiques moins extrêmes, les prix élevés devraient inciter les producteurs à reconstituer leurs troupeaux. *Meat & Livestock Australia* prévoit alors une chute des réformes (-22% /2019) et un repli des abattages d'agneaux, de -2% /2019, à 21 millions de têtes, conséquence de la contraction du cheptel reproducteur et d'une volonté de garder les agnelles pour le renouvellement. La hausse des poids de carcasses des agneaux pourrait compenser la baisse des effectifs, ce qui stabiliserait la production de viande d'agneau. En revanche, la production de viande de réformes baisserait, conjointement aux effectifs.

Avec ce recul global de la production, les exportations australiennes devraient, selon *Meat & Livestock Australia*, fléchir en 2020, de -6% /2019, voire davantage si les exportations sont aussi freinées par le Covid-19 vers la Chine.

En outre, la demande chinoise en viande ovine, et donc les envois océaniques, seront déterminés par l'impact du Covid-19, mais aussi d'éventuels reports de consommation. En effet, Chine continuera de subir encore quelques années l'effet de la fièvre porcine africaine : son besoin de diversifier ses sources de protéines animales, qui passe par l'importation, va aussi impacter la réorientation des flux mondiaux de viande ovine en 2020.

Probable recul des exportations océaniques en 2020

En Nouvelle-Zélande, malgré une hausse du cheptel ovin reproducteur en juin 2019 (+1% /juin 2018 à 17,0 millions de brebis), les naissances d'agneaux pendant le printemps austral 2019 ont baissé : le taux d'agnelage était de 127%, contre 129% en 2018, selon *Beef + Lamb New Zealand*. Une hausse de +2% des envois de viande ovine néozélandaise est prévue, suite à l'augmentation des envois de viande d'ovins adultes durant la campagne 2019-20 (oct.2019 à sept.2020) : le cheptel était globalement stable, mais l'âge moyen des ovins néozélandais augmente, suite au recul des réformes chaque année (-14% entre 2018 et 2019, pour rappel).

Toutefois, cette hausse attendue des envois néozélandais est à

UNION EUROPÉENNE 2020

PRODUCTION EUROPÉENNE DE VIANDE OVINE (1000 TÉC)

ROYAUME-UNI (1000 téC)	2018	2019	2020p	2020/19
Abattages	289	307	292	-5%
Importations de viande ovine	81	67	63	-6%
Exportations de viande ovine	85	95	81	-15%
Consommation par bilan	285	279	273	-2%

IRLANDE (1000 téC)	2018	2019	2020p	2020/19
Abattages	68	66	68	3%
Importations de viande ovine	5	7	6	-10%
Exportations de viande ovine	59	60	60	0%
Consommation par bilan	15	13	14	10%

ESPAGNE (1000 téC)	2018	2019	2020p	2020/19
Abattages	120	117	114	-2%
Importations de viande ovine	8	8	7	-1%
Exportations de viande ovine	41	44	43	-3%
Consommation par bilan	87	80	79	-1%

UNION EUROPÉENNE (1000 téC)	2018	2019	2020p	2020/19
Abattages	831	850	807	-5%
Importations de viande ovine	154	122	116	-5%
Exportations de viande ovine	25	32	31	-4%
Consommation par bilan	961	940	893	-5%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et AHDB - *Beef & Lamb*

La consommation européenne de viande ovine devrait se contracter en 2020.

La diminution du cheptel au Royaume-Uni, en France et en Espagne devrait réduire la production européenne en 2020 de -5%, d'après nos estimations. En revanche, avec un cheptel plus étoffé début 2020, l'Irlande pourra potentiellement profiter d'une hausse de sa production de viande ovine.

En dépit des réorientations de flux que pourrait engendrer la pandémie de coronavirus, la baisse des importations de viandes océaniques devrait se poursuivre et ainsi réduire les disponibilités de viande ovine consommables en UE.

Les mesures de confinement des populations en UE, dont la durée va dépendre de l'évolution de l'épidémie dans chaque État, ont bouleversé les achats des consommateurs : la RHD étant restée longtemps fermée et ne se réouvrant que très progressivement, les GMS ont été partout en Europe la principale source d'approvisionnements. Toutefois, la stratégie de ces GMS a souvent été de simplifier drastiquement les gammes, et ainsi de privilégier les produits à plus grand *turn over* et en barquettes sous plastique. Cela a pu nuire à la viande ovine, et tout particulièrement aux produits vendus en rayons traditionnels à la coupe. Concernant plus spécifiquement la viande d'agneau, comme pour le chevreau, une problématique fondamentale a été que ce confinement a englobé les trois fêtes religieuses monothéistes, occasions privilégiées de consommation en groupe : Pâques, Pessa'h puis le Ramadan et l'Aïd el-Fitr. Avec une demande affectée dans sa structure même, il a déjà été compliqué d'écouler l'offre nationale : dans un contexte de désencombrement du marché, les importations n'ont pas été privilégiées par les filières nationales. Lorsqu'on fera le bilan annuel, cela pourrait aboutir sur l'année 2020 à une réduction globale des importations de pays tiers plus importantes encore que celle retenue dans le tableau ci-contre.



DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2019
Perspectives 2020

N° 509
18 €

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier France. La filière lait bio.

N° 508 - Avril 2020

Dossier annuel Caprins 2019.

Perspectives 2020. N° 507 - Mars 2020

Dossier annuel Bovins lait 2019.

Perspectives 2020. N° 506 - Février 2020

Dossier annuel Bovins viande 2019.

Perspectives 2020. N° 505 - Janvier 2020

Dossier Pays-Bas. La filière caprine -

N° 504 - Décembre 2019

Dossier Où va le bœuf ?

N° 503 - Novembre 2019

Dossier Europe du Nord. Filière laitière -

N° 502 - Octobre 2019

Dossier coût de production. Multifilières -

N° 501 - Septembre 2019

Dossier marché mondial viande bovine

en 2018. Perspectives 2019. N° 500 - Juin 2019

Dossier marchés mondiaux des produits

laitiers en 2018. Perspectives 2019.

N° 499 - Mai 2019



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez

Mise en page et iconographie : Leïla Assmann - Corinne Maigret
Crédits photos : 1^{ère} et 3^{ème} de couverture ©CIIRPO - P2 ©Lacaune-Fotolia - ©Carcasses CIIRPO - P3 ©Gigot Interbev - P6 ©Jean-Marc Arranz GISid64 - P10 TechOvin©Thierry Laporte (272) - P12 TechOvin©Thierry Laporte (272) - P19 ©Evrenkalinbacack Fotolia - ©P31 OV fourrager A. Gouedard CA 35 - ©P32 OV herbager D. Pagnot CA 86 - P33 ©36 FROSE - P34 ©OV-Cultures_V. Bellel/Institut de l'élevage - P35 ©OV-BV_V. Bellel/Institut de l'élevage - ©P2-3-4-5-13-23-36-37-38 DR/Institut de l'élevage -
Directeur de la publication : Martial Marguet
Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0020501003
Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71
Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE